



MAI
2023



Le signalement stratégique Un levier pour la France dans la compétition entre puissances ?

Jérémy BACHELIER
Héloïse FAYET
Alexandre JONNEKIN
François RENAUD

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0713-2

© Tous droits réservés, Ifri, mai 2023

Couverture : Les armées françaises lors des exercices Heifara, Polaris et Orion.
© État-major des Armées

Comment citer cette publication :

Jérémy Bachelier, Héloïse Fayet, Alexandre Jonnekin et François Renaud,
« Le signalement stratégique : un levier pour la France dans la compétition entre puissances ? », *Focus stratégique*, n° 114, Ifri, mai 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection Focus stratégique, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité. Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, Focus stratégique fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

Comité de rédaction

Directeur de publication : Élie Tenenbaum

Rédactrice en chef : Amélie Férey

Assistant d'édition : Lucas Da Silva

Auteurs

Le capitaine de frégate Jérémie Bachelier est un officier d'active de la Marine nationale inséré au Laboratoire de recherche sur la Défense (LRD) du Centre des études de sécurité (CES) de l'Ifri, où il contribue aux études relatives à la région Indopacifique et aux enjeux maritimes, sécuritaires, capacitaires et stratégiques français. Sa carrière professionnelle fut essentiellement tournée vers les opérations extérieures : il a exercé des responsabilités en unité opérationnelle comme en état-major, sur le territoire national comme à l'étranger. Diplômé de l'Ecole navale et titulaire d'un Master 2 de géopolitique de la Sorbonne, il est également breveté de l'École de guerre. Il a participé à de nombreuses opérations aéromaritimes, nationales ou en coalition, ainsi qu'à des opérations d'aide humanitaire et d'évacuation de ressortissants.

Héloïse Fayet est chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri et coordinatrice du programme sur la dissuasion et la prolifération. Outre les problématiques nucléaires, ses travaux portent sur la géopolitique du Moyen-Orient et la prospective stratégique. Elle a rejoint l'Ifri en 2021 après plusieurs années au ministère des Armées en tant qu'analyste spécialiste des forces armées moyen-orientales. Diplômée du double master en journalisme et sécurité internationale de Sciences Po, elle a effectué plusieurs séjours universitaires et professionnels au Moyen-Orient.

Le commandant Alexandre Jonnekin est officier d'active de l'armée de l'Air et de l'Espace, inséré au sein du LRD du Centre des études de sécurité de l'Ifri. Sa carrière militaire l'a notamment conduit à travailler dans les domaines de la lutte contre les engins explosifs improvisés, de la maîtrise des armements et de la réflexion et du rayonnement stratégique. Au fil de ses différentes projections à l'étranger ou en état-major opératif, il a également acquis une solide expérience dans le domaine des opérations aériennes.

Le lieutenant-colonel François Renaud est officier de l'armée de Terre inséré au sein du LRD du Centre des études de sécurité de l'Ifri, où ses travaux portent sur les enjeux sécuritaires et stratégiques français et plus spécifiquement, sur l'étude des nouvelles conflictualités et l'évolution des formes d'engagement des outils de défense. Diplômé de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, il est titulaire d'un master en sciences de l'ingénieur et breveté de l'École de guerre. Officier des troupes de marine et parachutiste, il a effectué l'essentiel de sa carrière au 3ème régiment de parachutistes d'infanterie de marine au sein duquel il a participé à de nombreuses missions dans la plupart des zones de crise de ces quinze dernières années.

Résumé

Le contexte géostratégique est sorti du *continuum* classique de « paix-crise-guerre », tel qu'utilisé en France au cours des trois dernières décennies, pour entrer dans un nouveau cycle. Identifié dans la *Vision stratégique* du chef d'état-major des Armées en 2021, le triptyque « compétition-contestation–affrontement » souligne l'importance d'agir dans les zones grises, sous le seuil d'un conflit ouvert. En outre, l'extension de la conflictualité à de nouveaux milieux et champs (cyber, informationnel) et de nouveaux modes opératoires ressortant ou non de l'hybridité (intimidation stratégique, ambiguïté, etc.), renforcent le besoin de compréhension des différentes actions amies et ennemies dans tous les milieux, afin de « gagner la guerre avant la guerre ». Dans pareil contexte, la crédibilité de la France repose sur sa capacité à traduire son discours en réalisations concrètes. Les défauts de cohérence entre le discours et les actions, mais également entre les différents niveaux de communication (politique, diplomatique, militaire, etc.), peuvent constituer autant de failles empêchant de mener une activité audible et crédible.

Toute activité militaire a pour vocation de peser sur la volonté d'adversaires avérés ou potentiels, quel qu'en soit le domaine et quel que soit le vecteur. Elle est en retour perçue par une multitude d'acteurs, qui l'interprètent différemment selon leurs références socio-culturelles, leurs intérêts et leurs objectifs respectifs. L'action militaire peut donc, dès sa construction, être envisagée comme un signal que percevront et interpréteront les différents auditoires ciblés, afin de démontrer les intentions, la détermination et les capacités de la France, sans toutefois franchir le seuil d'un conflit ouvert. Il s'agit de peser sur les calculs adverses et de les faire évoluer dans un sens favorable, sans nécessairement avoir à recourir à la force mais en s'appuyant sur un message de crédibilité militaire. Cette démarche, que l'on qualifie de « signalement stratégique », peut recouvrir différentes acceptions et manœuvres.

Le signalement stratégique s'inscrit d'abord dans les fonctions stratégiques « dissuasion » et « prévention », mais participe également à la fonction « connaissance, compréhension et anticipation » pour cibler le compétiteur en amont puis comprendre l'impact du signalement en aval ; « l'intervention » car un signalement peut être une opération militaire ; la « protection » dans le cadre du signalement coopératif par exemple et désormais « l'influence », nouvelle fonction créée dans la *Revue nationale stratégique 2022*. S'il peut être utile de rapprocher le signalement stratégique effectué par les Armées d'une stratégie militaire d'influence, il

convient cependant de ne pas l'y réduire, et de ne pas confondre « communication » et « signalement » stratégiques.

Pour autant, si la pratique du signalement stratégique est courante dans les forces nucléaires, y compris françaises, il est manifeste que les forces conventionnelles n'en font encore qu'une application limitée. Les facteurs de succès du signalement nucléaire, à savoir le caractère absolu de l'arme, le nombre limité de canaux de transmission et l'identification d'un récepteur précis, peuvent difficilement s'appliquer en l'état aux forces conventionnelles, du fait de la diversité des vecteurs et d'une moindre maîtrise de la chaîne d'émission du message transmis.

Quatre dimensions du signalement sont identifiées dans cette étude : il peut être quantitatif (par exemple, un volume inhabituel de forces déployées), qualitatif (tel que le test de capacités « de rupture »), géographique (soit une présence militaire dans une zone spécifique) ou coopératif (comme une activité spécifique avec un pays ou une organisation). Les Armées peuvent, par exemple, parachuter des soldats en Estonie pour démontrer un changement de posture à la Russie, mobiliser des bâtiments de combat pour un transit dans le détroit de Taïwan et ainsi affirmer la volonté de faire respecter le droit international, ou déployer ses avions de chasse Rafale jusqu'en Australie et ce faisant, démontrer une capacité en matière de projection de puissance.

Au-delà d'un simple enjeu doctrinal ou universitaire, l'absence de conceptualisation du signalement stratégique conventionnel a donc un impact sur l'efficacité de la stratégie française. La mise en œuvre d'activités de « signalement stratégique » devrait en effet constituer dans les faits la déclinaison des décisions ou orientations ministérielles et interministérielles. Cela nécessite d'abord de définir une stratégie nationale en la matière, avec pour objectifs de soutenir plus efficacement la vision politique globale, de mieux hiérarchiser et cadencer les activités à portée stratégique menées par les différents ministères sur la scène internationale, et de gagner en lisibilité et en crédibilité auprès des partenaires comme des compétiteurs.

Cette étude propose donc quelques recommandations. Premièrement, en faisant l'effort de clarifier l'intention politico-stratégique, à l'aide de doctrines militaires et de documents publics, le signalement devient un élément structurant pour soutenir les objectifs stratégiques visés. Une fois la stratégie nationale publiée, sa mise en œuvre interministérielle pourrait être pilotée au niveau central par le SGDSN, soutenue par des cellules dédiées au sein de chacun des ministères concernés. Une telle structure permettrait d'assurer *in fine* une synchronisation globale des activités de signalement dans tous les instruments de pouvoir et d'ensuite être en mesure de quantifier l'impact réel de celui-ci dans toutes ses dimensions.

Executive Summary

The geostrategic context has moved out of the classic “peace-crisis-war” continuum, as used in France over the past three decades, to enter a new cycle. Identified in the 2021 Strategic Vision of the Chief of Defense Staff, the triptych “competition-contestation-confrontation” underlines the importance of acting in gray areas, below the threshold of open conflict. In addition, the extension of conflict to new environments and fields (cyber, informational) and new operating methods resulting or not from hybridity (strategic intimidation, ambiguity, etc.), reinforce the need to understand correctly friendly as well as enemy actions in all environments, in order to “win the war before the war”. In such a context, France's credibility is essentially based on its ability to translate its words into concrete actions. The lack of consistency between speech and actions, but also between the different levels of communication (political, diplomatic, military, etc.), can constitute so many flaws preventing the conduct of an audible and credible activity.

All military activity is intended to influence the will of actual or potential adversaries, whatever the domain and whatever the vector. Any military activity is therefore perceived by a multitude of actors, who interpret it according to their socio-cultural references, their interests and their respective objectives. Military action could, therefore, from its conception, be considered as a signal that the various target audiences will perceive and interpret, in order to demonstrate France's intentions, determination and capabilities, without however crossing the threshold of open conflict. The ambition is to weigh on the adverse calculations and to have them evaluated in a favorable direction, without necessarily resorting to force but relying on military credibility. This approach, which is called “strategic reporting”, can cover different meanings and maneuvers.

Strategic signaling is firstly part of the strategic deterrence and prevention functions, but also participates in the “knowledge, understanding and anticipation” function (to target the competitor upstream and then understand the impact of the reporting downstream), “intervention” (because a report can be a military operation), “protection” (in the context of cooperative reporting for example) and now “influence”, a new function created in the National Strategic Review 2022. If it can be useful to bring the strategic signaling carried out by the Armies of a military strategy of influence, it should however not be reduced to this, and not to confuse “communication” and strategic “signaling”.

However, if the practice of strategic signaling is common in the nuclear forces, including the French ones, the conventional forces still only apply it

to a limited extent. The success factors of nuclear signaling (absolute nature of the weapon, limited number of transmission channels, identification of a specific receiver) can hardly be applied as they stand to conventional forces, due to the diversity of vectors and less control of the transmission chain of the transmitted message.

However, four types of signaling are detailed in this study: quantitative (for example, an unusual volume of forces deployed), qualitative (as the test of "rupture" capabilities), geographical (such as a military presence in a specific area) or cooperative (like a specific activity with a country or an organization). The French forces can, for example, drop soldiers in Estonia to demonstrate a change of posture to Russia, mobilize combat ships for a transit in the Taiwan Strait and thus affirm the will to enforce international law, or deploy its Rafale fighter planes to Australia and thus demonstrate its power projection capability.

Beyond a simple doctrinal or academic issue, the lack of conceptualization of conventional strategic reporting, therefore, has an impact on the effectiveness of French strategy. The implementation of "strategic signaling" activities should in fact constitute the declination of ministerial and interministerial decisions or orientations. This first requires defining a national strategy in this area, with the objectives of more effectively supporting the overall political vision, better prioritizing and timing the strategic activities carried out by the various ministries on the international scene and gaining readability and credibility with partners and competitors alike.

This study, therefore, offers some recommendations. First, by making the effort to clarify the politico-strategic intention, using military doctrines and public documents, signaling becomes a structuring element to support the targeted strategic objectives. Once the national strategy has been published, its interministerial implementation could be steered centrally by the SGDSN, supported by dedicated units within each of the ministries concerned. Such a structure would ultimately ensure a global synchronization of reporting activities in all the instruments of power and then be able to quantify the real impact of it in all its dimensions.

Sommaire

INTRODUCTION	10
UNE NOTION PROTEIFORME AUX ORIGINES MULTIPLES	13
Un concept stratégique héritier de théories scientifiques	14
<i>La théorie des communications comme mécanique du signalement stratégique</i>	<i>14</i>
<i>La théorie des jeux, levier dialectique à l'usage du signalement stratégique</i>	<i>18</i>
Une conceptualisation accrue dans la dissuasion nucléaire	21
<i>Un ensemble de mécanismes théorisés mais partiellement maîtrisés</i>	<i>21</i>
<i>En France, des composantes ajustées selon le signal souhaité</i>	<i>24</i>
<i>Une efficacité multifactorielle spécifique à la dissuasion</i>	<i>26</i>
UNE APPLICATION PARTIELLE DANS LES FORCES CONVENTIONNELLES	28
Les spécificités du signalement stratégique conventionnel	28
<i>Une conséquence de l'intention politique</i>	<i>29</i>
<i>Perception et crédibilité : les deux facteurs de réussite d'un signalement stratégique</i>	<i>32</i>
<i>Typologie des canaux de transmission conventionnels</i>	<i>34</i>
En France, un besoin de conceptualisation	37
<i>Une prise en compte doctrinale tardive</i>	<i>37</i>
<i>Une tradition bottom-up du signalement stratégique</i>	<i>39</i>
L'articulation entre signalement stratégique et « influence »	40
<i>Une confusion sémantique</i>	<i>40</i>
<i>Des stratégies à plusieurs niveaux</i>	<i>41</i>
POUR UNE APPROCHE ASSUMÉE DU SIGNALEMENT CONVENTIONNEL	43
En amont, clarifier l'intention politico-stratégique	43
En conduite, réformer la gouvernance et la transmission	45
<i>L'établissement de processus normés au sein du ministère des Armées ...</i>	<i>45</i>
<i>Un besoin renforcé de cohérence interministérielle</i>	<i>46</i>
<i>Pour une mise en place de « référents » régionaux</i>	<i>47</i>

En aval, mesurer l'impact sur le « récepteur ».....	48
<i>De l'importance du ciblage.....</i>	<i>49</i>
<i>La prise en compte d'outils innovants</i>	<i>51</i>
CONCLUSION	53

Introduction

De février à mai 2023, les forces armées françaises se sont engagées dans une manœuvre d'entraînement d'une ampleur inédite depuis la guerre froide. Planifié dès 2020, l'exercice interarmées ORION (Opération de grande envergure pour des armées Résilientes, Interopérables, Orientées vers le combat de haute intensité et Novatrices) implique la mobilisation de plus de 12 000 militaires des trois armées, déployés sur l'ensemble du territoire national pendant plusieurs mois. Si l'objectif de cette manœuvre multimilieu et multichamps – comprenant des éléments de lutte informationnelle, de conflictualité cyber et spatiale – relève de la préparation opérationnelle des forces françaises, ses dimensions et ses caractéristiques la distinguent des exercices précédents. Construit autour d'une « hypothèse d'engagement majeur », cet exercice doit confirmer le virage vers la préparation au combat de haute intensité tout en soulignant la détermination française à défendre les intérêts du pays et ceux de ses alliés. Il ambitionne également de démontrer la capacité de la France à entrer en premier sur un théâtre d'opérations¹ et à assumer les responsabilités d'une coalition multinationale dans un contexte dégradé.

Dans leur communication vers les journalistes ou les députés, les armées présentent enfin cet exercice comme une manœuvre de « signalement stratégique »². Un rapport sur la préparation opérationnelle, produit par deux députées de la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, affirme en effet qu'ORION agira comme un « signalement stratégique » et qu'une stratégie de communication adaptée, tant vers les partenaires de la France que ses compétiteurs, est donc nécessaire³. D'autres « grands exercices », comme POLARIS conduit par la Marine nationale en 2021 ou des missions de type Heifara de l'armée de l'Air et de l'Espace, relèvent également du signalement stratégique selon la parole officielle. Il en va de même des manœuvres – visibles et invisibles – des composantes de la dissuasion française, les Forces

1 . Sur les enjeux de l'entrée en premier, voir : C. Brustlein, « L'entrée en premier et l'avenir de l'autonomie stratégique », *Focus stratégique*, n° 70, Ifri, novembre 2016.

2. C. Pietralunga, « "Orion", un exercice militaire d'une ampleur inédite dans le sud de la France pour se préparer à la guerre de haute intensité », *Le Monde*, 24 février 2023, disponible sur : www.lemonde.fr.

3. B. Liso et A. Pic, *Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission flash sur la préparation opérationnelle*, n° 822, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 8 février 2023, p. 29 et suivantes.

aériennes stratégiques (FAS), la Force aéroportée nucléaire (FANu) et la Force océanique stratégique (FOST)⁴.

Le signalement stratégique est en effet un concept issu du vocabulaire de la dissuasion nucléaire, et dont l'usage est principalement compris dans ce champ et cette communauté. S'il est évidemment nécessaire de signaler ses intentions et sa capacité à les réaliser à son compétiteur dans un contexte conventionnel, le caractère unique des armes nucléaires et le degré absolu et irrévocable de destruction en cas d'emploi ont conduit durant la guerre froide à l'élaboration d'une grammaire sophistiquée du signalement. Un tir de qualification de missile balistique, un exercice de raid aéroporté ou le rehaussement du seuil d'alerte des forces stratégiques (à l'image de l'échelle DEFCON américaine) sont autant d'outils bien connus des stratèges de la dissuasion nucléaire. Le contexte de la guerre en Ukraine a remis au goût du jour ces préoccupations, notamment autour de l'analyse du signalement stratégique russe⁵.

Pourtant, comme on l'a vu, le terme « signalement stratégique » commence, en France, à s'émanciper de son acception uniquement nucléaire. Le concept apparaît comme l'un des objectifs de la *Revue nationale stratégique 2022* (RNS) concernant le maintien de la stabilité en Indo-pacifique où la France est censée « développer ses capacités d'anticipation et de signalement stratégique »⁶. Plus largement, le document appelle à ce que les forces armées « dispose[nt] de capacités diversifiées dans le cadre [...] d'un signalement stratégique »⁷. Cette notion semble désormais irriguer toutes les fonctions stratégiques, de la dissuasion à l'influence (créée dans cette RNS), en passant par la fonction prévention dont elle semble la plus proche.

Malgré la multiplication des références au sein de documents officiels ou de déclarations publiques, la conception institutionnelle française du « signalement stratégique » demeure difficile à saisir, en particulier pour les forces conventionnelles. Aucun document de doctrine ne propose de définition, même s'il convient de noter l'existence d'une réflexion doctrinale interarmées sur « l'intimidation stratégique »⁸ rédigée en 2012, qui n'a finalement pas été adoptée dans les forces – l'expression est désormais

4. Audition de l'amiral Pierre Vandier par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées dans le cadre du Projet de loi de finances 2023, Sénat, 26 octobre 2022, disponible sur : www.senat.fr.

5. De très nombreuses analyses ont été produites sur le sujet. On peut notamment lire A. C. Arndt et L. Horowitz, « One Year of Nuclear Rhetoric and Escalation Management in Russia's War Against Ukraine : An Updated Chronology », Working Paper n° 1, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, février 2023.

6. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, *Revue nationale stratégique 2022*, novembre 2022, p. 44.

7.. *Ibid*, p. 51.

8. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), janvier 2012.

réservée à la qualification de compétiteurs tels que la Russie. De même, les définitions proposées dans les doctrines de stratégie de communication des opérations se rapprochent du signalement stratégique, sans toutefois utiliser ce terme.

Au-delà d'un pur enjeu doctrinal ou académique, l'absence de conceptualisation et de réflexion autour du signalement stratégique conventionnel a un impact sur l'efficacité de la stratégie française. Si la France produit évidemment des signaux, ne pas inclure cette dimension dès la planification peut limiter l'efficacité de la démarche, que ce soit en termes de portée, de crédibilité ou de cohérence. De plus, contrairement à la dissuasion nucléaire, dont le nombre limité de « canaux » de transmission du signal et d'émetteurs favorise l'efficacité du message porté, la diversité des outils dont disposent les forces conventionnelles peut diluer le message et compliquer son interprétation.

À l'heure du retour de la compétition stratégique entre grandes puissances, de la multiplication de grands exercices et manœuvres de la part des partenaires comme des compétiteurs de la France⁹, et du brouillage du champ informationnel qui subit de plus en plus d'actions d'influence, il apparaît dorénavant nécessaire de tirer les leçons de la grammaire nucléaire pour réfléchir à un concept français de signalement stratégique dédié aux forces conventionnelles, et à de potentielles applications interarmées et interministérielles.

Pour ce faire, il convient de prime abord de replacer le signalement stratégique dans son contexte intellectuel. La biologie et les sciences économiques mobilisent ce concept, de même que la stratégie de dissuasion nucléaire avec des perspectives différentes. L'apport de ces champs disciplinaires hétérogènes permet d'en tirer de premiers enseignements théoriques pour les forces conventionnelles. Ceux-ci doivent ensuite être confrontés à la pratique actuelle du signalement conventionnel en France. L'ensemble permettra de proposer un concept français de signalement conventionnel, quelques recommandations en matière de gouvernance, ainsi que des bonnes pratiques par milieu, par champ, et aux niveaux interarmées et interministériel.

9. On peut citer les exercices ZAPAD et VOSTOK conduits régulièrement par les forces armées de la Fédération de Russie, en partenariat avec ses alliés régionaux, notamment la Chine.

Une notion protéiforme aux origines multiples

Parce qu'il renvoie tout d'abord à la notion de « signal », c'est-à-dire un fait ou événement qui annonce quelque chose ou en marque le début, l'analyse théorique du concept de signalement stratégique conduit en premier lieu aux sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'aux sciences économiques, mathématiques et psychologiques. Un large champ académique des études de management s'intéresse ainsi à la définition du signalement stratégique comme un moyen pour les dirigeants d'entreprise d'interpréter les signaux envoyés par leurs compétiteurs, afin de mesurer leur agressivité sur un marché précis, l'utilisation du bluff ou encore le coût que l'entreprise est prête à payer pour investir la scène commerciale ou lancer une opération d'acquisition contre son concurrent¹⁰. Des liens peuvent être ainsi tracés entre ce champ académique et celui des relations internationales, en particulier dans le contexte actuel d'une compétition stratégique accrue.

Les relations internationales et l'étude des stratégies adoptées par les États pour communiquer leurs intentions se sont aussi nourries de la théorie des jeux, en particulier dans les premières décennies de la guerre froide, autour des réflexions sur la dissuasion nucléaire. Encore plus que dans le marketing ou le management, le caractère « absolu » de l'arme nucléaire nécessite en effet une communication claire et compréhensible entre États dotés de l'arme nucléaire (EDAN). Si de nombreuses critiques ont ensuite été formulées contre cette méthode, qui ne prenait pas assez de paramètres en compte et risquait la simplification excessive et dangereuse de situations complexes, il reste utile d'appréhender les apports de la théorie des jeux dans la compréhension et la formulation d'un signal stratégique, que ce soit dans le champ de la dissuasion nucléaire ou dans les forces conventionnelles.

10. J. C. Prabhu et D. W. Stewart, « Signaling Strategies in Competitive Interaction: Building Reputations and Hiding the Truth », *Journal of Marketing Research*, vol. 38, 2001, pp. 62-72.

Un concept stratégique héritier de théories scientifiques

Deux champs théoriques sont utiles pour appréhender les principes du signalement stratégique : le domaine de la communication et celui de la théorie des jeux. La description des différents éléments qui la composent permet en effet de comprendre la « mécanique » de la communication tandis que la théorie des jeux propose un cadre d'analyse d'une action de portée stratégique.

La théorie des communications comme mécanique du signalement stratégique

Tout organisme communique. Atome porteur d'une charge électrique, molécule, protéine, phéromones ou pollens : dans la nature, la gamme des supports employés pour « rédiger » et « transmettre » un message est large, que ces supports correspondent au mode de communication d'une bactérie, d'une plante ou d'un insecte. Quel que soit le mode d'échange ou de dialogue employé, le mécanisme de la communication suit un même schéma qui fait intervenir un émetteur, un récepteur, une intention, un message, un canal, un contexte, une opération de codage et une opération de décodage, une étape d'interprétation, un référent, un « bruit » et éventuellement un *feed-back*. Le modèle des mathématiciens Shannon¹¹ et Weaver a longtemps servi de référence¹² pour schématiser la mécanique de la communication. Ce schéma a par la suite été complété par différents éléments destinés à décrire plus précisément tous les facteurs qui doivent être pris en compte dans une séquence de communication. L'ensemble de ces éléments permet de saisir rapidement tout ce qu'une « manœuvre de communication » comporte de subtilités et de pièges, quel qu'en soit le domaine, d'une simple conversation entre deux personnes à une activité de signalement stratégique.

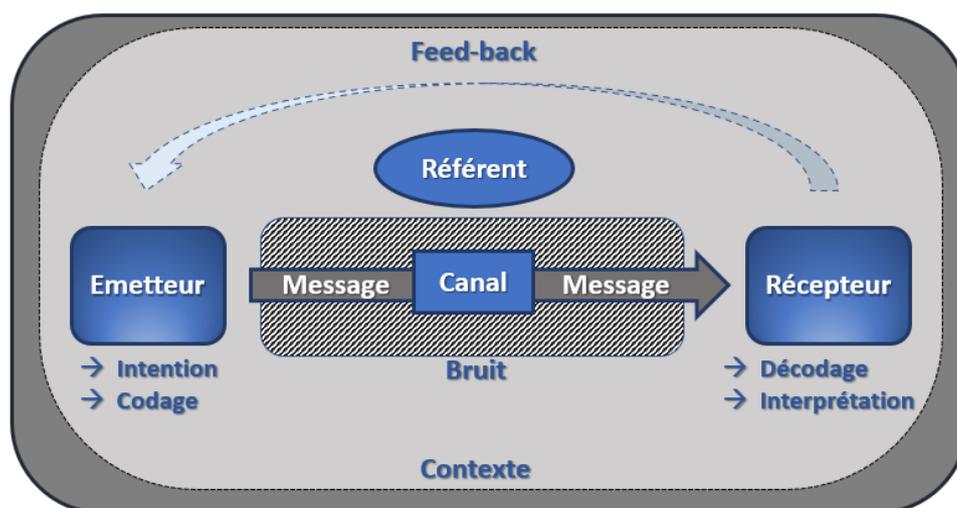
Toute action de communication se compose d'abord un élément central : le message. Cette information est ensuite transmise selon une forme particulière – visuelle, orale, écrite, etc. Dans le cadre d'une manœuvre militaire, ce peut être le tir d'entraînement, réalisé de manière ostensible, ou l'usage d'une arme particulière tels qu'un missile de croisière ou un missile hypervélocé. Ensuite, vient l'émetteur (ou « destinataire » en linguistique), c'est-à-dire celui qui adresse le message. Dans la vie quotidienne, au niveau individuel, il s'agit généralement d'une conversation

11. On peut notamment citer son article « A Mathematical Theory of Communication », *Bell System Technical Journal*, vol. 27, nos 3 et 4, juillet et octobre 1948.

12. D. Picard, *De la communication à l'interaction : l'évolution des modèles*, Communication & Langages, 1992, pp. 69-83.

spontanée, par écrit ou à l'oral ; en revanche, au niveau d'un groupe, d'un organisme ou d'une institution publique, l'émetteur peut chercher à conduire une manœuvre plus structurée, comme une campagne de communication publicitaire, avec une intention sur le plus long terme et des outils plus affinés d'analyse.

Figure 1 : La communication dans le modèle de Shannon et Weaver



Source : W. Weaver et C. E. Shannon, *The Mathematical Theory of Communication*, University of Illinois Press, 1963.

À l'échelle stratégique, même si c'est un opérateur qui déclenche techniquement un signal, par exemple un militaire en charge d'un silo de missile balistique, ou un chef de groupe menant une patrouille terrestre, l'émetteur reste le plus souvent un État ou une organisation internationale telle que l'OTAN. L'émetteur vise un récepteur (ou destinataire). Ce dernier reçoit le message : il lit le texte qui lui est adressé, voit les images qui sont diffusées vers lui ou entend les annonces faites à la radio. Tout comme l'émetteur, lorsqu'il s'agit de « signalement stratégique », le destinataire peut être un adversaire avéré ou potentiel, un allié, un partenaire ou un tiers. Il est généralement un État ou un ensemble d'États ou dans certains cas une organisation, telle qu'un groupe paramilitaire ou terroriste¹³.

Une action de communication nécessite aussi un canal, support par lequel le message cheminera de l'émetteur vers le récepteur. Dans le langage courant, on parle davantage de « média », terme latin pour « intermédiaire », qui fait habituellement référence à la presse, aux chaînes de télévision, ou à l'internet. Les stratégies informationnelles se concentrent généralement sur ce type de canaux que l'on pourrait qualifier de « verbaux », négligeant parfois les canaux « non-verbaux ».

13. A. Wenger et A. Wilner (dir.), *Detering Terrorism: Theory and Practice*, Stanford Security Studies, 2012.

Le signalement stratégique se concentre justement sur les actions militaires (déploiements, exercices, tirs de qualification d'un matériel, etc.) comme canaux privilégiés de transmission de certains messages. Ceux-ci peuvent combiner d'autres vecteurs verbaux, tels que des discours ou publications diverses, mais ces derniers ne regroupent généralement pas les caractéristiques du signalement stratégique qui sont celles de la crédibilité, des capacités et du différentiel.

Qu'il soit accessible au plus grand nombre ou pas, tout message utilise un code. Communiquer implique donc une phase de codage et une phase de décodage. D'un point de vue technique, l'émetteur est celui qui « encode » le message et le récepteur est celui qui le « décode ». Dès lors, pour atteindre un destinataire, il faut s'assurer au préalable que ce dernier est bien capable de décoder le signal qui lui est adressé.

Un message est inévitablement émis dans un contexte particulier. Il peut s'agir d'un climat politique, d'une actualité internationale, d'une crise ou d'un événement sportif de portée mondiale. Associé au contexte, le bruit est tout ce qui est susceptible de perturber l'environnement dans lequel circule le message. Ce peut être un bruit au sens physique ou concret, comme le vacarme de la rue, dont le niveau sonore doit être dépassé pour que l'émetteur soit entendu par le récepteur dans une conversation entre deux passants. Au sens figuré, le bruit peut être la somme d'un grand nombre de signalements transmis en même temps et dans lesquels un message précis peut se fondre et donc se perdre, d'où l'importance de créer un différentiel lors de l'émission d'un signal.

À tous ces « ingrédients », peuvent être ajoutés d'autres éléments utiles à une analyse ou une description approfondie de la communication. L'intention, par exemple, motive l'envoi d'un message ; le message s'inscrit en effet dans un plan, une pensée ou une stratégie. L'interprétation intervient après la réception du message et de son décodage. C'est l'étape au cours de laquelle un sens est donné à l'information. Dans la phase « d'encodage » ou même dans l'interprétation qui sera faite, un référent peut être employé. Le message deviendra alors intelligible ou pensé en se reportant à cette référence.

Si la trame présentée apparaît assez linéaire, allant de l'émetteur vers le récepteur, il est important de prendre en compte une dynamique plus globale, incluant un *feed-back* (ou « rétroaction »). Le modèle de Shannon et Weaver peut ainsi être complété en incluant cette notion, mise en avant par Norbert Wiener¹⁴, mathématicien américain qui prend en compte l'action retour du récepteur sur l'émetteur après que le message lui est parvenu et qu'il l'a décodé et interprété.

14. N. Wiener, *Cybernetics, or Control and Communication in the Animal and the Machine*, 1948.

Toujours sous l'angle d'une approche dynamique, il est aussi essentiel d'évoquer ici la notion de « stimulus »¹⁵. En effet, une communication réussie, avant même l'étape de son interprétation, suppose d'abord que le message porteur soit remarqué, c'est-à-dire qu'il ait un impact sensoriel sur le destinataire¹⁶. Cette précision est importante car elle permet de comprendre qu'un message peut être transmis par l'intermédiaire de l'intensification d'un signal, mais aussi par l'arrêt d'un signal préexistant, ce qui rejoint la notion de différentiel. Par exemple, l'augmentation de la fréquence des patrouilles de bâtiments de combat dans une zone ou, au contraire, le « silence radio » sur un canal habituel d'échange permettant une déconflition dans une zone à risque peuvent tous deux être des signaux stratégiques forts. La question des perceptions, explorée notamment par Robert Jervis dans ses travaux de psychologie politique, doit donc être prise en compte dès la conception d'un signal¹⁷.

Si le modèle « émetteur-canal-récepteur » sera utilisé dans cette étude pour proposer une conceptualisation du signalement stratégique conventionnel, d'autres modèles de communication existent. Ainsi, dans le modèle proposé par le psychiatre américain Harold D. Lasswell¹⁸, la communication est davantage envisagée à travers un groupe de cinq questions : Qui dit Quoi, à Qui, par quel Canal et avec quels Effets ? En répondant au « qui », il cherche ainsi à connaître toutes les caractéristiques de l'émetteur, sociologiques comme culturelles. De même le « à qui » doit conduire à la prise en compte de variables comme l'âge, le sexe pour une population mais aussi les références culturelles ou celles de son milieu pour un destinataire. Dans l'approche de Lasswell, la communication dynamique intègre par ailleurs des paramètres tels que l'influence et la persuasion.

Tous ces modèles permettent ainsi de décrire une action de communication en retrouvant chaque élément de cette mécanique. Ils amènent aussi à prendre conscience et à anticiper toutes les erreurs ou toutes les situations qui ne seraient pas nominales. En effet, la possibilité d'un malentendu existe dès lors qu'un événement est interprété comme un message alors qu'il n'en était pas un, ou qu'un message émis n'a pas été reçu par le récepteur initialement ciblé mais par un autre. Le risque d'ambiguïté existe chaque fois qu'un message laisse la possibilité à un trop grand nombre d'interprétations. Enfin, le bruit, le choix d'un canal défaillant ou inadapté ou un changement brutal et imprévu de contexte sont autant d'obstacles pouvant faire échouer une opération de communication.

15. H. Tardieu, « Psychologie expérimentale et comparée », *Bulletin de psychologie*, vol. 32, 1978, pp. 87-91.

16. On peut se référer aux travaux du médecin allemand Ernst Weber (1795-1878), précurseur de la psychologie expérimentale et de la psychologie de la perception.

17. R. Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Harvard University, 1976.

18. H. Lasswell, *The Structure and Function of Communication in Society*, 1948.

La théorie des jeux, levier dialectique à l'usage du signalement stratégique

Comme on l'a vu, l'approche théorique par différents modèles scientifiques offre une grille de lecture pour analyser toute action de communication. Cela permet d'y déceler ou d'anticiper les ambiguïtés ou possibles dysfonctionnements. Cependant, une action de signalement stratégique est conduite dans le cadre des interactions diplomatico-militaires. Dans ce domaine, la préparation d'une opération de signalement stratégique doit accorder une importance capitale au contexte de compétition stratégique et, de manière plus globale, à la dimension non coopérative des relations entre les États dans lesquels elle s'inscrit. La théorie des jeux fournit à cet égard d'autres schémas permettant d'améliorer l'envoi de signaux au travers de méthodes visant à appréhender les rapports entre États.

Les fondements de la théorie moderne des jeux, décrits au début du 20^e siècle par le mathématicien allemand Ernst Zermelo¹⁹ et le mathématicien français Émile Borel²⁰, puis développés par les mathématiciens américains Oskar Morgenstern et John von Neumann en 1944²¹, représentent des outils mathématiques utiles à de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'économie, des sciences sociales ou des relations internationales. Cette branche des mathématiques étudie les interactions entre des « agents » ou « joueurs » dans des situations précises, caractérisées par certaines règles ou hypothèses élémentaires. Ce faisant, elle propose une approche scientifique des problèmes de décision en situation d'interdépendances complexes – où l'action de certains agents dépend de celles d'autres, et où chacun cherche à influencer ou à deviner le comportement de ses compétiteurs ou alliés pour s'y adapter²².

Souvent désignée par Clausewitz comme une difficulté centrale dans la conduite des actions sur un champ de bataille²³, l'incertitude est une contrainte tout aussi prégnante dans le jeu des relations internationales. Dès lors, tout doit être fait pour réduire ce paramètre au maximum. Lors de son émergence comme méthode d'analyse et de prédiction des relations internationales, la théorie des jeux était censée ramener les situations auxquelles peuvent être confrontés les stratèges ou les décideurs à des modèles permettant de balayer l'ensemble des issues possibles – au sens mathématique du terme.

19. E. Zermelo, *Über eine Anwendung der Mengenlehre auf die Theorie des Schachspiels*, 1913.

20. E. Borel, *Le jeu, la chance et les théories scientifiques contemporaines*, 1941.

21. O. Morgenstern et J. von Neumann, *Theory of Games and Economic Behavior*, 1944.

22. Une littérature très riche existe sur le sujet. On peut recommander H. Hamburger, *Games as Models of Social Phenomena*, W. H. Freeman, San Francisco, 1979 ; R. D. Luce et H. Raiff, *Games and Decisions*, Wiley, New York, 1957 ; T. Schelling, *Strategy of Conflict*, Harvard University Press, Cambridge, 1960 ou encore D. Sindal, « The Game Theory of International Politics », in *World Politics*, vol. 38, n° 1, octobre 1985.

23. C. Von Clausewitz, *De la guerre*, 1832.

Cette schématisation de la réalité se fait en posant pour chaque modèle certaines hypothèses : nombre de joueurs, information dont chacun dispose sur les autres, séquençage du jeu, etc. Ces variables permettent ainsi de se rapprocher plus finement d'événements historiques et de crises passées, afin de les réinterpréter *a posteriori* et d'analyser les étapes critiques. Les modèles peuvent aussi inclure des variantes où les joueurs sont autorisés à coopérer, ce qui permet d'imiter au mieux des situations incluant des alliances, tandis que d'autres sont « strictement compétitifs » (aussi dits « jeux à somme nulle ») quand l'intérêt de l'un des deux joueurs est strictement opposé à l'intérêt de l'autre joueur.

L'un des exemples les plus facilement transposables aux relations internationales est le « point de Schelling » ou « point focal »²⁴. Il s'agit d'un jeu de « coordination pure », à la fois « jeu simultané » (tous les joueurs décident en même temps de leur stratégie) et jeu à « information complète » (les joueurs ont accès à l'ensemble des possibilités d'action des autres joueurs, les gains envisageables et leurs motivations). Détaillé dans l'ouvrage *The Strategy of Conflict* par Thomas Schelling, ce jeu met en scène deux voyageurs qui se retrouvent séparés de manière fortuite au cours de leur périple, sans avoir pu convenir au préalable d'un lieu de rendez-vous en cas de séparation. Au moment où ils se perdent de vue, chacun connaît ses propres activités pour la journée, ce que l'autre sait de ses activités ainsi que les activités de l'autre. Le « point focal » est ainsi le lieu que chacun des deux voyageurs identifie comme étant celui où il a le plus de chances de retrouver l'autre ; il résulte du recoupement que chacun fait de son côté des informations qu'il a en sa possession.

Cette situation peut être rapprochée de celle d'un conflit dans lequel deux adversaires ont des objectifs différents mais aussi des limites propres qu'ils ne souhaitent pas dépasser. Dans ce cas, les deux adversaires ne cherchent pas à se retrouver physiquement mais, par recoupement des informations dont ils disposent sur eux-mêmes et sur leur adversaire, chacun d'eux peut identifier une règle qu'il importerait aux deux parties de respecter, comme une sorte d'accord tacite ou de « point de rendez-vous » virtuel. Par exemple, sans communiquer, les deux parties en présence peuvent quand même s'entendre sur un mode d'affrontement choisi parmi d'autres ou sur le fait de ne pas recourir à telle ou telle capacité ou de ne pas faire déborder le conflit sur telle ou telle dimension. De même, le « point focal » peut aussi être utilisé dans les négociations sur la maîtrise des armements, chaque partie au traité effectuant des efforts pour tendre vers

24. C. Morel, « Variations sur la négociation tactique et le point focal de Schelling », *Négociations*, vol. n° 1, 2004, pp. 15-26.

une situation acceptable de l'autre, sans en avoir convenu en amont, mais l'envoi de signaux permet de clarifier ces attentes²⁵.

Une autre modélisation célèbre de Schelling, le « dilemme du prisonnier », rencontre aussi une application dans les relations internationales, en particulier dans le cadre de la course aux armements et, plus largement, de la dissuasion nucléaire, bien qu'il soit encore critiqué²⁶. Les États-Unis et l'URSS sont ainsi représentés comme deux prisonniers incapables de renoncer aux potentiels avantages que leur confèrent les armes nucléaires, même pour aller vers un objectif de paix globale où les risques pesant sur l'autre acteur seront réduits. Cette situation est aggravée par l'incertitude quant aux choix de l'adversaire et à ses propres capacités : de ce fait, des signaux stratégiques efficaces visent à réduire cette incertitude et donc à maîtriser partiellement le risque d'escalade²⁷. On peut également rapprocher cet exemple de l'équilibre de Nash, qui a trouvé de nombreuses applications dans la dissuasion nucléaire et la doctrine de « l'équilibre de la terreur »²⁸.

La question de savoir si la théorie des jeux est normative ou descriptive n'est pas définitivement tranchée dans le monde des mathématiciens. Cette méthode a pu être critiquée par la simplification excessive qu'elle implique, mais offre un cadre de pensée à travers lequel il est intéressant d'analyser des situations géopolitiques réelles. En effet, elle constitue une sorte de catalogue de modèles théoriques auxquels il est possible de se référer afin d'étudier le comportement des différents acteurs dans une situation particulière, et permet ainsi de mieux concevoir des stratégies en amont. Les technologies émergentes pourraient également aider à prendre en compte plus de paramètres et à les traiter plus efficacement²⁹. Cependant, le recours à de tels modèles nécessite de prendre toutes les précautions qui s'imposent chaque fois qu'il s'agit de passer de la théorie à la réalité, en particulier quand il s'agit d'une opération militaire.

25. M. Troitskiy, « Focal Points in Arms Control » in J.-W. van der Rijt et R. Schuessler (dir.), *Focal Points in Negotiation*, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 103-123.

26. S. Plous, « The Nuclear Arms Race: Prisoner's Dilemma or Perceptual Dilemma? », *Journal of Peace Research*, vol. 30, n° 2, 1993, pp. 163-179.

27. N. Eber, *Le dilemme du prisonnier*, Repères, La découverte, 2006.

28. M. Rudnianski et A. d'Assignies, « From MAD to MAD » in M. L. Best (dir.), *Strategic Stability in the Post Cold War World and the Future of Nuclear Disarmament*, Springer, 1995, pp. 229-258.

29. R. Lindelauf, « Nuclear Deterrence in the Algorithmic Age: Game Theory Revisited » in F. Osinga et T. Sweijts (dir.), *Deterrence in the 21st Century – Insights from Theory and Practice*, Netherlands Annual Review of Military Studies, 2021, pp. 421-436.

Une conceptualisation accrue dans la dissuasion nucléaire

Le signalement stratégique relève avant tout de la sphère de la dissuasion nucléaire³⁰. En raison des enjeux colossaux d'une éventuelle guerre nucléaire et du caractère absolu de l'arme³¹, il est indispensable aux EDAN et aux États possesseurs de l'arme nucléaire de manifester leur détermination face à leurs adversaires afin de dissuader ces derniers, et ce à travers un signalement stratégique qu'il convient ensuite de correctement interpréter. Ce dernier peut comporter une part d'ambiguïté : la logique d'afficher clairement des lignes rouges est en effet dangereuse car expose celui qui les trace à des tactiques de seuil de la part d'adversaires susceptibles de conduire des agressions jouxtant à escient les limites préalablement fixées tout en restant en deçà³². Un signalement correctement compris peut également réduire le risque d'escalade incontrôlée.

En France et dans les autres EDAN, la conceptualisation et la pratique du signalement stratégique sont issues de la guerre froide et font l'objet d'une compréhension relativement avancée et d'une certaine maîtrise, notamment grâce à une chaîne de commandement unifiée et restreinte et un nombre limité de canaux de transmission. Cependant, cette vision est remise en cause par l'émergence de nouvelles puissances nucléaires et de technologies disruptives.

Un ensemble de mécanismes théorisés mais partiellement maîtrisés

Si les premières réflexions autour des « signaux d'alerte » naissent après l'attaque surprise de Pearl Harbour³³, et s'appuient donc sur un exemple précédant la création de l'arme nucléaire, la théorisation du signalement stratégique appliqué à la dissuasion nucléaire naît avec la compétition américano-soviétique et les premières crises nucléaires. Il s'agit en effet pour les deux grandes puissances de trouver un équilibre délicat entre la volonté d'une prise de risque dans la démonstration d'une intention afin de prendre l'ascendant dans cette compétition stratégique, et la crainte d'une escalade pouvant conduire à la destruction des pays impliqués, voire plus largement d'une partie de l'humanité.

30. J. Dufourcq, « Les signaux de la dissuasion stratégique », *Les Champs de Mars*, n° 25, 2013, pp. 33-56.

31. B. Brodie (dir.), *The Absolute Weapon: Atomic Power and World Order*, Harcourt Brace, 1946.

32. J.-L. Lozier, « Incertitudes et manœuvre dissuasive », *Revue défense nationale*, n° 767, février 2014, pp. 75-78.

33. R. Wohlstetter, *Pearl Harbor: Warning and Decision*, Stanford University Press, 1962.

Plus de soixante ans après les événements, la crise de Cuba demeure ainsi la principale crise – sinon la seule – où les deux belligérants et dirigeants d'un EDAN auraient envisagé l'emploi d'une arme nucléaire. Fruit d'une succession de signaux stratégiques allant de plus en plus loin dans l'escalade, la crise est cependant évitée par le refus du politique de céder aux intentions des militaires, et par la communication mise en place entre les présidents américain et soviétique. Cette nécessité de communiquer et de mieux comprendre les signaux envoyés par l'adversaire infuse d'ailleurs le reste de la guerre froide, de l'installation du « téléphone rouge » en 1963 à la création du *National Risk Reduction Centers* en 1987. D'autres crises de moindre envergure³⁴ entérinent ce besoin d'appropriation d'une « grammaire nucléaire », dont le signalement stratégique constitue une règle de base. Apparaissent ainsi des doctrines et politiques déclaratoires qui, couplées à des démonstrations de capacités, sont censées démontrer la crédibilité d'un État à défendre un périmètre d'intérêts donné, par l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires. Ces signaux peuvent également s'inscrire dans une dimension plus large de rivalité politique et de diplomatie de coercition, telle que la mise en alerte des forces aériennes stratégiques américaines en octobre 1969 alors que les États-Unis s'enlisaient au Vietnam³⁵.

La fin de la guerre froide et le recul du fait nucléaire dans les relations internationales ont permis l'émergence d'une réflexion plus large sur la réduction des risques stratégiques³⁶ et la conception de nouveaux formats de dialogues entre les EDAN afin d'échanger sur les doctrines respectives, les éventuelles « lignes rouges » et ainsi renforcer les lignes directes de communication créées pendant la guerre froide. C'est notamment le cas du format « P5 », qui réunit les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni pour échanger autour de ces sujets stratégiques. Les accords sur les notifications en amont des tirs de missiles balistiques, dont celui signé en 1988 entre les États-Unis et l'URSS, servent ce même but afin de réduire le risque de mauvaise interprétation du signal représenté par le tir, bien qu'ils n'encadrent pas la production du signal lui-même.

Les politiques déclaratoires sont également utiles pour donner du contexte à un signal stratégique. Les évolutions de la *Nuclear Posture Review* américaine, document doctrinal qui détermine les usages possibles de l'arme nucléaire aux États-Unis, peuvent ainsi influencer les doctrines d'autres États dotés, tels que la Chine ou la Russie³⁷. La cohérence ou au

34. B. Tertrais, « On the Brink – Really? Revisiting Nuclear Close Calls Since 1945 », *The Washington Quarterly*, n° 40, pp. 51-66.

35. À ce sujet, lire S. Sagan et J. Suri, « The Madman Nuclear Alert: Secrecy, Signaling and Safety in October 1969 », *International Security*, vol. 27, n° 4, 2003, pp. 150-183.

36. C. Brustlein, « La réduction des risques stratégiques entre puissances nucléaires », *Proliferation Papers*, n° 63, Ifri, janvier 2021.

37. J.-L. Lozier, « Unique ou fondamental? Le rôle de l'arme nucléaire dans la politique déclaratoire de Joe Biden », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 13 décembre 2021.

contraire le décalage entre la doctrine et la posture est aussi matière à signalement : ainsi, le développement rapide de l'arsenal nucléaire chinois, qui pourrait passer de 350 à 1 000 têtes d'ici 2030, apparaît peu compatible et crédible face à la doctrine chinoise affichée de non-emploi en premier³⁸.

Cependant, l'intensification de la compétition stratégique au cours de ces dernières années tend à susciter une production de signaux de plus en plus inconsiderés de la part de certaines puissances. La rhétorique nucléaire russe dans le cadre de la guerre en Ukraine – voire depuis l'invasion de la Crimée en 2014 – s'inscrit ainsi dans cette dynamique de « sanctuarisation agressive », où les signaux envoyés par la Russie diffèrent nettement d'un comportement « responsable » attendu de la part d'un membre du P5. Bien que Moscou ne démontre actuellement pas de volonté d'utilisation de l'arme nucléaire, même pour un usage tactique, la place prédominante des armes nucléaires dans ses exercices stratégiques, sa communication, et le déplacement de vecteurs duaux relèvent d'une intimidation et non d'une dissuasion. De même, dans le cadre des garanties de sécurité négatives du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les EDAN s'engagent à ne pas utiliser l'arme nucléaire – ou menacer d'utiliser – une arme nucléaire contre un État non doté : une disposition qui n'a pas été respectée par la Russie³⁹.

Cette escalade au travers du signalement stratégique est renforcée par un risque accru du fait d'une régression des mécanismes de contrôle des armements. Le retrait des États-Unis en 2020, puis de la Russie en 2021, du traité Ciel ouvert, qui permettait la surveillance pacifique des activités militaires des deux grandes puissances, a ainsi porté un premier coup à la capacité mutuelle d'observer les signaux et de les interpréter correctement. De même, sur fond de compétition stratégique puis de guerre en Ukraine, le retrait américain du traité sur les forces nucléaires intermédiaires, puis la suspension par la Russie du traité New START, a d'autant plus réduit la confiance que pouvaient se porter Moscou et Washington, pourtant indispensable pour limiter le risque d'escalade. Si des précautions ont été prises pour réduire ce risque, ces démarches ne présagent rien de bon pour l'avenir de la maîtrise des armements.

Par ailleurs, la montée en puissance de nouveaux États nucléaires interroge : alors que les pratiques russes en matière de signalement stratégique sont connues de l'Occident – mais que cela ne préserve pas d'une utilisation coercitive, comme le démontre la guerre en Ukraine –, les conceptions chinoise, pakistanaise, indienne voire nord-coréenne du signalement stratégique et du risque accepté sont plus difficiles à

38. N. Leveringhaus, « Chinese Nuclear Force Modernization and Doctrinal Change », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 19 août 2022.

39. I. Facon, « Guerre en Ukraine : le sens du signalement nucléaire russe », *Note de la FRS*, n° 30, Fondation pour la recherche stratégique, 27 juillet 2022.

appréhender. Si le signalement nucléaire permet, dans les démocraties occidentales, d'opérationnaliser la dissuasion sans recourir à un test, voire à un emploi tactique ou stratégique, et comprend des mécanismes de communication directe entre les puissances, ce n'est en effet pas le cas en Asie. Cette question de la dissuasion multipolaire est particulièrement prégnante pour les États-Unis, qui doivent désormais envisager leur signalement vers de multiples compétiteurs : Russie, Chine, et possiblement Corée du Nord dans une dynamique plus large de dissuasion élargie en Asie du Nord-Est. De même, d'autres dyades comme le couple indo-pakistanaï, voire sino-nord-coréen, présentent leurs propres risques et dilemmes en termes de signalement : la crise de Kargil, en 1999, s'est accompagnée d'une mise en alerte des armes nucléaires indiennes (composantes terrestre, océanique et aéroportée) et d'une rhétorique agressive des deux protagonistes⁴⁰.

Enfin, l'émergence de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et sa capacité à faciliter la diffusion de fausses nouvelles, voire à générer du texte ou des images⁴¹, mais aussi l'évolution des pratiques comme la désacralisation de la parole publique telle que l'a montrée la tendance de Donald Trump à se servir de Twitter, remettent en cause l'efficacité et la bonne perception de ces signaux stratégiques⁴².

En France, des composantes ajustées selon le signal souhaité

Si la clarté des signaux stratégiques nucléaires tend donc à se réduire en raison d'évolutions politiques, technologiques ou militaires, les deux composantes françaises de la dissuasion nucléaire apparaissent encore efficaces pour produire un signal adapté, chacune dans son périmètre.

Ainsi, la composante aéroportée⁴³ est traditionnellement considérée comme « celle qui se voit », en opposition aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE)⁴⁴ de la composante océanique qui ont comme atout principal leur furtivité, liée à leur discrétion acoustique et à leur dilution dans les océans au cours de leur patrouille. Les Forces aériennes stratégiques (FAS) sont conscientes de la surveillance constante des bases aériennes à vocation nucléaire (BAVN) par les compétiteurs de la France,

40. M. Krepon et L. Dowling, « Crisis Intensity and Nuclear Signaling in South Asia », in S. Lalwani et H. Haegeland (dir.), *Investigating Crises: South Asia's Lessons, Evolving Dynamics, and Trajectories*, The Stimson Center, 2018, p. 201.

41. J. Johnson, *AI and the Bomb: Nuclear Strategy and Risk in the Digital Age*, Oxford University Press, 2023.

42. H. S. Lin, B. Loehrke et H. A. Trinkunas (dir.), *Three Tweets to Midnight: Effects of the Global Information Ecosystem on the Risk of Nuclear Conflict*, Hoover Institution Press, Stanford, 2020.

43. Constituée des Forces aériennes stratégiques (FAS) et de ses deux escadrons de Rafale en alerte permanente sur les bases aériennes à vocation nucléaire (BAVN), et de la Force aéronavale nucléaire (FANu), qui compte des Rafale Marine déployés sur le porte-avions Charles de Gaulle.

44. La France dispose de quatre SNLE au sein de la Force océanique stratégique (FOST).

principalement par la voie satellitaire. Elles disposent donc d'une gamme d'actions réalisables en fonction de l'escalade souhaitée et du degré d'intention que le président de la République, seul maître de la dissuasion nucléaire en France, désire exprimer. Outre les exercices de dissuasion régulièrement réalisés (opération Poker⁴⁵) et les tirs de qualification du missile ASMP-A, le caisson de l'arme peut ainsi être exposé sur le tarmac de la BAVN, le *Rafale* sorti de son hangar, voire l'arme montée sous l'avion. Cependant, à part pour effectuer sa mission de bombardement, jamais un *Rafale* français ne vole avec une arme nucléaire. Spécificité de la doctrine française, la frappe d'« ultime avertissement »⁴⁶ peut être considérée comme le dernier stade du signalement stratégique nucléaire : cet emploi « limité », conduit par les FAS contre une cible prédéterminée, servirait le cas échéant à démontrer la résolution de la France face à un adversaire qui aurait pu se méprendre sur la délimitation des intérêts vitaux par le président de la République. Elle vise évidemment à crédibiliser la détermination française à effectuer si besoin une frappe nucléaire plus conséquente, que ce soit par les airs ou grâce à la composante océanique et ses missiles balistiques.

Même s'ils ne se « voient pas », les SNLE peuvent aussi produire du signalement stratégique⁴⁷. Tout comme les FAS, les tirs de qualification des *M-51* – annoncés publiquement à l'avance – depuis la baie de Biscarosse ou au large de Brest sont étroitement surveillés par les partenaires et les compétiteurs de la France. Cette visibilité est même attendue par les Armées afin de rassurer ses alliés et de dissuader ses compétiteurs face à cette démonstration de crédibilité technique. De même, bien que la France ne communique pas comme les États-Unis sur les éventuelles escales et exercices de ses sous-marins⁴⁸, les sorties des SNLE de la rade de Brest sont régulièrement scrutées par la presse régionale qui s'en fait l'écho – à escient des autorités. Si de telles dépêches ont une importance réduite en temps de paix, elles peuvent être d'importants signaux en temps de crise ou de guerre. La possible patrouille simultanée de trois SNLE français (sur les quatre que compte la FOST) rapportée par le *Télégramme* de Brest, juste après le déclenchement de la guerre en Ukraine, en mars 2022, peut ainsi être considérée comme une forme discrète de signalement stratégique, tant vers les partenaires que vers la Russie, même si l'Élysée et la Marine nationale n'ont jamais confirmé ni démenti cette sortie, afin de maintenir l'ambiguïté⁴⁹.

45. B. Maigret, *Opération Poker : au cœur de la dissuasion nucléaire française*, Tallandier, Paris, 2021.

46. A. Bacconnet, « Les mutations du concept d'ultime avertissement », *Revue Défense Nationale*, n° 794, 2016, pp. 116-120.

47. J.-L. Lozier, « Incertitudes et manœuvre dissuasive », *op. cit.*

48. « US-UK Conduct Combined Ballistic Missile Submarine Operations and Training to Enhance Strategic Partnership », *Dialogos Americas*, 4 janvier 2023, disponible sur : <https://dialogo-americas.com>.

49. S. Jézéquel, « Pourquoi la France a-t-elle fait appareiller trois sous-marins nucléaires au départ de l'île longue ? », *Le Télégramme*, 21 mars 2022, disponible sur : www.letelegramme.fr.

Une efficacité multifactorielle spécifique à la dissuasion

Le signalement stratégique nucléaire français offre donc une base solide pour une éventuelle adaptation aux forces conventionnelles. Tout d'abord, la quantité réduite de facteurs d'expression de ce signalement, au travers d'une parole présidentielle généralement rare sur le sujet, et des déploiements également très contrôlés des deux composantes mettant en œuvre la dissuasion, limite le risque de dispersion du message et permet de maîtriser le vecteur et ses effets. C'est particulièrement le cas pour la France qui n'emploie pas de missiles duaux : la seule mission d'une arme nucléaire est de dissuader car un missile balistique, dans l'arsenal français, ne peut emporter que des charges nucléaires. Les pratiques d'autres États dotés d'armes duales, comme la Russie, peuvent au contraire brouiller la clarté du signalement⁵⁰. En revanche, l'ambiguïté du porteur est pratiquée par la France et les autres États pour renforcer la dissuasion, à l'image des *Rafale* emportés par le porte-avions *Charles de Gaulle*, qui peuvent tout autant appartenir à des escadrons conventionnels qu'à la Force aérienne nucléaire.

De plus, à l'image du partenaire britannique, la taille réduite de l'arsenal français et la stratégie de « stricte suffisance », visant à défendre uniquement les intérêts vitaux français permet aussi de conserver un plus grand contrôle sur le signalement stratégique effectué, tant du côté du message que du récepteur. En effet, comme on l'a vu, la multiplicité des canaux et des destinataires peut brouiller la clarté du signal et son efficacité, augmentant le risque de mauvaise interprétation. Les États-Unis, au travers de leur dissuasion élargie mais également d'un glissement vers une dissuasion multipolaire, sont ainsi exposés à des difficultés croissantes en termes de signalement stratégique.

En France, sur le plan organique, on peut aussi souligner le rôle d'une organisation très resserrée, avec une chaîne de commandement réduite et avec un chef des armées fortement sensibilisé à cette problématique. Seul à pouvoir déclencher le feu nucléaire, le président de la République centralise entièrement la décision⁵¹, ce qui contribue aussi à réduire les risques de dispersion et assure un meilleur contrôle. Il est également le seul à pouvoir présenter officiellement la doctrine au travers de discours très ritualisés, dont l'exégèse est ensuite faite au sein d'une communauté également restreinte.

Cette quasi sacralité de la parole présidentielle peut d'ailleurs se révéler problématique, à l'image de la réaction très critique de certains pays

50. L. Wachs, « The Role of Nuclear Weapons in Russia's Strategic Deterrence: Implications for European security and nuclear arms control », *SWP Comment 2022/C 68*, Stiftung Wissenschaft und Politik, 25 novembre 2022.

51. J. Guisnel et B. Tertrais, *Le président et la bombe*, Odile Jacob, 2016.

européens lorsque le président Macron a affirmé qu'une frappe nucléaire en « Ukraine ou dans la région » n'impliquerait pas de riposte directe de la France – une position dont on pouvait se douter, mais le flou autour du périmètre de « la région », qui inclut des membres de l'Union européenne et de l'OTAN, a envoyé un message contradictoire avec la politique d'ouverture aux partenaires européens de la dissuasion française exprimée dans un précédent discours.

Enfin, la riche culture stratégique autour de la dissuasion, notamment au travers des « quatre cavaliers de l'apocalypse »⁵² ayant théorisé le fait nucléaire et la doctrine française, irrigue aussi toute une filière d'officiers et de diplomates familiers de la chose nucléaire, une sociologie commune qui a le mérite de faciliter les échanges, la compréhension et donc la coordination avant l'émission d'un signal.

Ainsi, la pratique du signalement stratégique peut s'appuyer sur une longue histoire théorique, issue dans un premier temps de la théorie du signal, puis transposée dans les relations internationales au travers de la théorie des jeux. Ce modèle théorique s'est révélé utile pour étudier la dimension non-coopérative des relations internationales au cours de la guerre froide, en notant que les grandes puissances se devaient tout de même de communiquer pour éviter une escalade nucléaire aux conséquences dévastatrices. Cet impératif explique en partie la bonne maîtrise du signalement stratégique par les forces nucléaires, y compris françaises, renforcée par un nombre très restreint d'émetteurs, de canaux et de récepteurs.

52. F. Géré, « Quatre généraux de l'apocalypse : Ailleret, Beaufre, Gallois, Poirier » *in Stratégique*, n° 53, La documentation française, 1992.

Une application partielle dans les forces conventionnelles

L'efficacité du signalement stratégique nucléaire s'appuie donc sur trois piliers : une maîtrise du discours en raison de l'unicité de l'émetteur, une théorisation éprouvée qui permet de mieux saisir les concepts, et une historicité des pratiques. Il paraît donc difficile, à première vue, de transposer ces facteurs aux forces conventionnelles, du fait de la multiplicité des vecteurs et d'une moindre maîtrise de la chaîne d'émission et de conception du signal. Cependant, en s'appuyant sur les théories du signalement stratégique nucléaire et les réflexions autour de l'épaulement entre forces nucléaires et conventionnelles⁵³, il est possible de réfléchir aux fondamentaux théoriques d'un signal stratégique porté par les forces conventionnelles, d'en dessiner les facteurs de réussite et de proposer une typologie de ces signaux conventionnels.

Une fois cet effort théorique établi, force est de constater qu'il n'a pas encore été traduit dans les concepts et doctrines français : la notion « d'intimidation stratégique » qui avait un temps été envisagée a progressivement glissé sémantiquement pour qualifier les pratiques des compétiteurs de la France. Cette absence de conceptualisation provoque des difficultés de mise en œuvre, notamment en raison d'une tradition de planification « par le bas », voire *a posteriori*, des exercices, manœuvres et déploiements qui pourraient relever du signalement stratégique.

Les spécificités du signalement stratégique conventionnel

Contrairement aux manœuvres, exercices ou déclarations relatives au nucléaire, qui sont systématiquement perçus comme des signaux stratégiques du fait de leur rareté et des conséquences majeures d'une mauvaise interprétation, toute activité effectuée par les forces conventionnelles ne constitue pas un signal stratégique. À l'instar des autres puissances militaires, dotées ou non, la France conduit régulièrement des exercices, des déploiements ou des activités de coopération avec ses forces conventionnelles qui ne sont pas

53. Dans son audition à l'Assemblée nationale en janvier 2023, le CEMA affirme que « les forces conventionnelles fournissent un épaulement indispensable [à la dissuasion nucléaire] ». De même, la RNS 2022 signale que « la France fait le choix [...] de veiller à ce que le modèle d'armée permette un épaulement des forces nucléaires et conventionnelles ».

nécessairement interprétables comme des signaux stratégiques, ou voulus comme tels par les autorités politico-militaires françaises, même s'ils peuvent être perçus différemment par les compétiteurs et partenaires.

Une conséquence de l'intention politique

En théorie, un signalement stratégique doit d'abord servir une intention politique, c'est-à-dire des causes qui vont amener un État à engager des moyens militaires pour faire passer un message. Ces intentions, ou ces causes, sont porteuses d'un sens que l'on identifie comme le sens signifiant de l'action⁵⁴, et qui correspond à son *pourquoi*. Cette partie du message envoyé à l'auditoire cible est complétée par le sens significatif, qui est porté par la nature même de l'action, et le sens signifié, qui exprime le sens pris par l'action auprès des auditoires cibles. Ces trois sens regroupés, qui comportent chacun leurs spécificités et leur risque de mauvaise interprétation, constituent le message envoyé par le signal stratégique.

Le sens signifiant, ou intention, est nécessairement politique. Sans lui, aucune action militaire ne saurait être stratégique. Cet impératif permet d'effectuer un premier tri entre les actions de routine, dénuées de signifiant propre, et les actions souhaitant porter un message. Ces dernières associent une prise de risque et une démonstration de capacités afin de traduire une intention politique.

Ainsi, l'opération Thunder Lynx⁵⁵ du 22 juin 2022, avec le largage d'une centaine de soldats français de la 11^e brigade parachutiste en Estonie, peut être considérée comme un signal stratégique envoyé à la Russie, afin de démontrer un soutien à l'Estonie – et plus largement à l'intégrité des frontières de l'Europe de l'Est – et confirmer de fait les capacités françaises en termes d'aérolargage. De même, le franchissement régulier du détroit de Taïwan par des bâtiments de la Marine nationale vise à affirmer la volonté de la France de faire respecter le droit international et son principe de liberté de navigation.

En tant que partie du message, cette intention est donc une condition nécessaire à la construction d'un signal stratégique. Elle doit même en être la première pierre. En effet, il n'est pas envisageable de chercher à faire porter un sens signifiant à une action qui serait déjà initiée car c'est de cette intention que doit découler la nature de l'action à mettre en œuvre, et non l'inverse. C'est la seule manière d'atteindre l'unité d'action qui est le principe de base de toute stratégie, et qui naît d'une unité entre le sens signifiant et le sens significatif⁵⁶.

54. L. Francart, *La guerre du sens*, Paris, Economica, 2000, p. 40.

55. Direction Terre du ministère des Armées, « RETEX : parachutés en Estonie », 4 juillet 2022, disponible sur : www.defense.gouv.fr.

56. L. Francart, *La guerre du sens*, *op.cit.*, p. 57.

La littérature sur cette question regroupe généralement les intentions – ou objectifs politiques – du signalement stratégique en trois grandes catégories : affirmer un statut, dissuader ou décourager un adversaire, et enfin contraindre ou faire pression⁵⁷.

Tout d'abord, l'intention peut être de vouloir signaler son statut (*status signaling*). Dans ce cas, l'État émetteur du signal cherche à faire valoir une position, un rang sur l'échiquier local, régional, ou international. Cette position peut procéder, par exemple, de la maîtrise d'une technologie ou d'un savoir-faire. Ainsi, l'acquisition de l'arme nucléaire et les bénéfices qu'un État pense pouvoir en tirer – protection du régime, place particulière sur la scène internationale, etc. – fait de la démonstration d'un arsenal nucléaire fonctionnel (essai nucléaire, tir balistique) un très fort signalement de statut, comme le pratique régulièrement la Corée du Nord. De même, le tir antisatellite mené par la Russie en novembre 2021 était aussi un signalement de statut permettant de démontrer leur aptitude à réaliser ce type de tirs sur n'importe quel satellite, si le contexte devait un jour l'exiger⁵⁸. Enfin, au travers de multiples exercices militaires mais aussi d'un fort investissement dans les instances internationales, la Chine cherche à signaler son statut de grande puissance⁵⁹.

Bien qu'ayant déjà une place significative sur la scène internationale (EDAN et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies), la France émet également des signaux relatifs à son statut qui recourent un signalement de capacité. Ainsi, l'exercice Pégase conduit par l'armée de l'Air et de l'Espace entre août et septembre 2022 et qui a mobilisé trois *Rafale*, deux *MRTT Phénix* et deux *A400M*, a permis de démontrer sa capacité de projection de puissance en Indo-pacifique à partir de la métropole, rappelant au passage sa volonté de protéger ses territoires même les plus lointains⁶⁰.

Ensuite, une nation peut vouloir dissuader (*deterrence signaling*) : il s'agit pour elle de décourager une autre nation d'entrer en action en lui faisant prendre conscience des représailles auxquelles l'exposerait une action donnée. On retrouve ici les fondements du concept de dissuasion nucléaire présentés précédemment, que l'on peut transposer au domaine des forces conventionnelles. Les militaires déployés en Europe de l'Est dans le cadre de la mission Enhanced Forward Presence (eFP), après l'invasion de la Crimée par la Russie, s'inscrivent de ce fait dans le dispositif plus large de dissuasion de l'OTAN, y compris de dissuasion nucléaire. Cela permet de

57. S. Charap *et al.*, « Understanding Russian Coercive Signaling », *RAND Corporation*, Santa Monica, 2022, p. 15 et suivantes.

58. E. Vincent, « Le tir antisatellite russe ravive le spectre de la guerre spatiale », *Le Monde*, 17 novembre 2021, disponible sur : www.lemonde.fr.

59. P. Xiaoyu, « Status Signaling in International Relations » in *Rebranding China: Contested Status Signaling in the Changing Global Order*, Stanford Scholarship Online, Redwood, 2019.

60. « Mission PEGASE 2022 », voir : <https://air.defense.gouv.fr>.

combler les déficits d'une seule *tripwire force*, potentiellement insuffisante pour dissuader la Russie⁶¹ de façon crédible. S'ils ne peuvent pas empêcher une éventuelle invasion russe à eux seuls, cette présence avancée sert avant tout de signal de rappel de la solidarité otanienne, et des réelles conséquences – conventionnelles comme nucléaires – d'une attaque russe de grande ampleur en Europe de l'Est⁶².

Enfin, un signal stratégique peut aussi viser à contraindre (*compellence signaling* dans la catégorisation de Schelling, parfois aussi qualifié de *coercive signaling*). Dans ce cas, l'intention n'est pas de dissuader un adversaire par une posture immobile et défensive, mais bien de le pousser à réagir⁶³ (par exemple, arrêter une action en cours). Dans la compréhension doctrinale française du terme, il s'agit de « faire plier un adversaire en exerçant sur lui une pression physique, c'est-à-dire en mettant en œuvre contre lui des moyens de combat »⁶⁴. La contrainte est considérée dans la littérature stratégique comme plus ardue à mettre en œuvre que la dissuasion car elle implique de faire bouger l'adversaire⁶⁵. Cependant, la France a plusieurs fois prouvé sa capacité à contraindre, par exemple au travers d'une démonstration de force face à une tentative de violation d'un espace aérien ou d'une zone maritime exclusive. Début 2015, deux bombardiers russes avaient ainsi été escortés par les forces aériennes britanniques et françaises alors qu'ils circulaient au-dessus de la Manche à proximité des côtes anglaises. Cette démonstration de puissance doit cependant rester contrôlée pour ne pas conduire à l'escalade. La doctrine française évoque, dans ce cas, une utilisation de moyens proportionnés à l'enjeu – et juste suffisants pour faire renoncer l'adversaire.

Certains signaux stratégiques peuvent apparaître comme servant deux intentions. Les grands exercices militaires organisés par la Russie entrent dans la catégorie des signalements stratégiques destinés à démontrer la puissance militaire russe⁶⁶ (signalement de statut). Lorsque cet exercice est réalisé dans la région ouest de la Russie (tel que Zapad-2021), ce dernier sert également à dissuader les pays occidentaux de remettre en cause la sphère d'influence russe sur ces régions frontalières⁶⁷. De ce fait, la nature même de l'action et le contexte dans lequel elle est conduite influencent le

61. P. Poast et D. Reiter, « Death Without Deterrence, or Why Tripwire Forces Are not Enough », *War on the Rocks*, 17 juin 2021, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

62. J. Vseviiov, RKK/ ICDS, *Contracting Deterrence in the Baltic States*, Tallinn, 2021.

63. T. Schelling, *Deterrence and Compellence*, p. 21.

64. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, CICDE, *op. cit.*, p. 21.

65. G. Schaub, « Deterrence, Compellence, and Prospect Theory » in *Political Psychology*, vol. 25/3, pp. 389-411.

66. A. S. Bowen, « Russia Uses these Exercises to Test Military Readiness, Refine Operational Concepts, Assess New Equipment and Technologies, and Improve Command and Control », *Congressional Research Service*, 2021.

67. A. S. Bowen, « Russia also May Use Some of these Exercises as a Form of Coercive Signaling Toward Neighboring States and Foreign Audiences », *Congressional Research Service*, 2021.

message envoyé. C'est parce que l'exercice Zapad est organisé dans le district Ouest, zone de tension stratégique entre l'OTAN et la Russie, qu'il prend à tort ou à raison ce message de dissuasion, alors même que les autres équivalents régionaux de Zapad, tel que Vostok – qui se déroule dans l'est de la Russie – peuvent prendre un sens différent, porté plutôt sur le statut ou la coopération lorsque des pays comme la Chine ou la Mongolie y participent. De là, peuvent naître des incompréhensions entre la volonté initiale de l'émetteur du signal et le sens du message envoyé. Il est donc important d'accompagner le signalement par un message clair qui explicite sans ambiguïté les intentions initiales.

Perception et crédibilité : les deux facteurs de réussite d'un signalement stratégique

La nature du signal stratégique est incontournable dans l'émission du message, car l'enveloppe du message porte elle-même un sens. Il est en effet différent de faire naviguer une frégate de surveillance de type « Floréal » dans le détroit de Taïwan pour rappeler l'attachement de la France au respect du droit international ou l'ensemble du groupe aéronaval. Le transit de ce dernier serait alors immédiatement interprété par la Chine comme un signe d'agression.

Puisque l'adéquation entre les moyens et l'intention est un impératif (unité d'action), cela implique qu'il est nécessaire de maintenir une bonne coordination entre le décideur de l'intention (le politique) et le diffuseur (dans ce cas, les forces armées), et ce dès la conception du signal. S'il peut paraître évident, un tel principe se heurte à des interférences interministérielles, voire interarmées, qui seront abordées ultérieurement. Au-delà de cette nécessaire coordination, l'efficacité dans l'émission du signal se joue, comme pour l'émission d'un signal sonore, dans la maîtrise des paramètres de transmission. Dans le cas du signalement stratégique, on peut distinguer deux paramètres principaux qui vont influencer la portée et l'impact du signal envoyé.

Ce dernier doit d'abord être perçu. En 1950, la Chine populaire a tenté de signaler aux États-Unis qu'elle s'engagerait en soutien de la Corée du Nord si les soldats américains franchissaient le 38^e parallèle⁶⁸. Cependant, Washington n'avait pas perçu ce signalement et décida de pousser sa contre-offensive au Nord, entraînant l'intervention chinoise. Pour être discerné, un signalement doit créer un différentiel, comme mentionné plus haut. C'est la création de ce différentiel par rapport à un équilibre stratégique de référence qui va permettre d'attirer l'attention de la ou des cibles. Comme on le verra par la suite, ce différentiel peut être obtenu en

68 A. Sartori, « The Might of the Pen: A Reputational Theory of Communication in International Disputes », International Organization, vol. 56, n° 1, 2002.

jouant sur la nature, le volume ou l'emploi du vecteur utilisé. Créer un différentiel est également essentiel lorsque l'on souhaite redynamiser un signal précédemment envoyé. En effet, un auditoire sollicité en permanence développe nécessairement une sorte d'accoutumance au signal, qui a pour effet d'estomper la portée et donc les effets de ce dernier. Pour redynamiser l'impact du signal, l'émetteur de ce signal doit donc créer un nouveau différentiel en espérant attirer de nouveau l'attention, par exemple des services de renseignement tiers⁶⁹. Cet effet de seuil est inhérent à l'action de signalement et doit par conséquent être pris en compte et anticipé dans l'élaboration préalable du signalement.

L'autre paramètre est la crédibilité associée au signal et à l'émetteur. En effet, plus un émetteur est crédible aux yeux de l'auditoire cible, plus il y a de chances que son signal stratégique soit bien interprété. Pour se convaincre de l'importance de ce facteur, il suffit de regarder l'ascendant pris par certains joueurs de poker du fait de leur seule réputation sur des joueurs plus novices. Cette crédibilité s'est construite au fur à mesure de leurs coups et leur confère un avantage sur les autres. Les coups sont donc pris pour ce qu'ils sont ou pour ce qu'ils paraissent être. C'est un avantage indéniable qui l'est plus encore lorsque l'on essaye de faire passer un message distinct de la réalité des moyens ou de l'intention (*bluff*). Il existe plusieurs volets pour construire une crédibilité sur la scène internationale. La bonne adéquation des moyens mis en œuvre avec l'intention initiale (recherche de l'unité d'action) est un point essentiel. En effet, peut-on imaginer qu'un joueur de poker puisse réussir à convaincre un adversaire en ne misant qu'une petite somme ? C'est ici que la notion de risque ou de coût du signal (*costly signaling*) intervient : le signal est d'autant plus crédible que le coût associé à la manœuvre de signalement est élevé, car un acteur ne souhaitant pas réaliser l'intention derrière le signal ne mobiliserait pas autant de ressources⁷⁰. Cette notion est donc un corollaire de la notion de crédibilité et un paramètre important dans la transmission d'un signal stratégique. Il existe bien évidemment toute une variété de signaux stratégiques, dont certains qui n'engagent pas un risque élevé. Néanmoins, il est important de rappeler que la génération d'un risque (pour soi-même ou pour l'environnement) est un levier considérable pour démontrer sa détermination⁷¹. Plus le risque sera important, plus la détermination du signaleur sera crédible aux yeux du signalé. En revanche, il faut veiller à ce qu'un signal, construit avec un maximum de risques pour contraindre ou dissuader, ne soit pas perçu par le compétiteur ou adversaire comme une fuite en avant ou les préparatifs d'une agression, conduisant alors à l'escalade.

69. A. Dyèvre, « Renseignement, facteur humain et biais cognitifs », *Revue Défense Nationale*, vol. 776, n° 1, 2015, pp. 80-86.

70. J. Fearon, « Signaling Foreign Policy Interests: Tying Hands versus Sinking Costs », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 41, n° 1, 1997, pp. 68-90.

71. T. Schelling, *Arms and Influence*, Yale University Press, 1966.

Typologie des canaux de transmission conventionnels

Au-delà de la classification académique sur l'intention à l'origine du signal, l'étude d'exemples français et étrangers permet de distinguer quatre dimensions de signalement en fonction des canaux et moyens utilisés pour transmettre le message. Combinables, ils permettent d'adapter l'outil militaire, tout en conservant les critères de réussite d'un signal : crédibilité, différentiel et prise de risque.

Signalement quantitatif

Ce type de signalement s'appuie sur un changement significatif dans le volume de forces déployées en augmentant significativement la fréquence des déploiements ou le nombre de militaires déployés dans une zone donnée, que ce soit pour des exercices ou des opérations. Le *surge* américain en Irak, décidé par l'administration Bush en 2007 afin de signaler la résolution américaine à stabiliser durablement la situation dans le pays, en est un exemple⁷².

De son côté, la France a opéré un virage et conduit depuis 2019 et la parution de la première stratégie française en Indo-pacifique un « signalement quantitatif » dans cette région, afin de signaler aux partenaires et aux compétiteurs de cette région ses intérêts et sa volonté de peser et d'assumer sa triple identité de nation riveraine de l'Indo-pacifique, nation européenne et membre du « P5 ». Le groupe aéronaval français avait été déployé en 2019 en parallèle du Shangri-La Dialogue de Singapour⁷³. En 2021, la patrouille du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Émeraude*, dans le cadre de la mission Marianne⁷⁴, avait marqué une rupture avec les pratiques habituelles puisqu'il s'agissait de la première patrouille sous-marine médiatisée depuis 2001⁷⁵, créant de ce fait un différentiel. La même année, la mission Jeanne d'Arc participait à deux exercices majeurs dans le golfe du Bengale (exercice Lapérouse) et au Japon (exercice ARC 21)⁷⁶. En parallèle, l'armée de l'Air et de l'Espace organisait un déploiement de trois *Rafale*, deux *A330 Phénix* et deux *A400M Atlas*⁷⁷ en Asie-Pacifique, avec comme point d'orgue l'exercice Heifara-Wakea, visant à entraîner les forces à projeter de la puissance et à montrer les capacités de présence de la

72. S. Biddle, J. A. Friedman et J. N. Shapiro, « Testing the Surge: Why Did Violence Decline in Iraq in 2007? », *International Security*, vol. 37, n° 1, 2012.

73. RFI, « Sommet de Shangri-La : le "Charles de Gaulle", roi du port de Singapour », 2 juillet 2019.

74. Un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA *Émeraude*) et un navire de soutien (BSAM Seine) ont navigué durant sept mois jusque dans l'océan Indien et le Pacifique en 2020-2021.

75. V. Groizeleau, « Retour sur le déploiement indopacifique du SNA *Émeraude* et du BSAM Seine », *Mer et Marine*, 27 avril 2021.

76. Ambassade de France au Japon, « Coopération navale et terrestre dans l'Indopacifique, disponible sur : <https://jp.ambafrance.org>.

77. Ministère des Armées, « Mission HEIFARA-WAKEA », disponible sur : www.defense.gouv.fr.

France dans la région. Plus récemment, en août 2022, le déploiement *Pégase* dans la même région visait à confirmer ce savoir-face au travers de plusieurs volets (exercices Pitchblack et Henry Brown) et des escales en Asie.

Signalement qualitatif

Ce type de signalement repose sur un changement qualitatif des forces, des modes d'action ou des équipements déployés sur un théâtre d'opération ou au cours d'un exercice. Il s'agit pour l'émetteur du signal de mettre en avant une capacité susceptible de modifier les rapports de force existant entre les acteurs, telles que les capacités dites « de rupture », comme les armes hypersoniques – qu'elles aient un emploi strictement conventionnel, dual ou nucléaire⁷⁸.

Par ailleurs, la démonstration de manœuvres conjointes inédites, à l'image de l'exercice conduit par les porte-avions chinois *Shandong* et *Liaoning* en janvier 2023 dans le Pacifique occidental, au moment même du transit d'un groupe aéronaval (GAN) américain, avait été interprété comme un moyen pour la Chine d'afficher sa maturité dans la maîtrise du combat aéronaval et d'affirmer sa détermination à répondre aux démonstrations de force américaines⁷⁹.

Signalement géographique

Ce type de signalement permet d'exprimer, par la présence ostensible d'une capacité militaire, ponctuellement ou dans la durée, une intention stratégique pour une zone géographique spécifique. Ce signalement peut prendre la forme d'un exercice ou bien d'un déploiement opérationnel, dès lors que les paramètres d'efficacité du signal (crédibilité, différentiel et prise de risque) sont respectés.

Les activités de l'Armée populaire de libération (APL) en mer de Chine apparaissent ainsi comme du signalement géographique, qui s'inscrit dans une triple dimension dissuasive (décourager les compétiteurs de la Chine d'évoluer dans cette zone), coercitive (faire pression sur les États de la zone) et statutaire (s'imposer comme la seule puissance de la région)⁸⁰. La présence grandissante de navires chinois dans les eaux contestées ou les vols réguliers de bombardiers près de Taïwan, du Japon, dans le Pacifique et en mer de Chine orientale s'incarnent dans cette stratégie de « fait accompli » qui vise à normaliser la domination militaire chinoise de la zone.

78. D. Kunertova, « Les nouvelles armes hypersoniques : les inconnues connues », *Le Rubicon*, 20 janvier 2023, disponible sur : <https://lerubicon.org>.

79. *Navy Recognition*, « Two China Aircraft Carriers Perform Exercises Simultaneously », 5 janvier 2023, disponible sur : <https://navyrecognition.com>.

80. O. S. Mastro, « The PLA's Evolving Role in China's South China Sea Strategy », *China Leadership Monitor*, 1^{er} décembre 2020, disponible sur : www.prcleader.org.

De même, les manœuvres et exercices conduits par la France et ses alliés peuvent aussi relever du signalement géographique afin d'imposer la liberté de circulation, voire un droit de regard sur la situation sécuritaire d'une zone donnée. L'exercice interarmées Rhéa⁸¹, effectué en mars 2021 dans le contexte de tensions avec la Turquie en Méditerranée orientale, avait ainsi réuni de nombreuses capacités militaires, couplant des signaux quantitatif et géographique. Il avait été présenté par la ministre des Armées comme un moyen de démontrer « la volonté [française] de participer à la préservation de la sécurité et de la stabilité du bassin méditerranéen, aux côtés de ses alliés »⁸².

Signalement coopératif

Le signalement coopératif a pour but de démontrer la volonté accrue de coopérer avec un pays ou une organisation. En effet, si le risque de fourniture de matériel militaire à un pays tiers reste moindre qu'une manœuvre militaire, les conséquences politiques peuvent quant à elles être tout aussi élevées. Les classements réguliers des pays occidentaux fournissant de l'aide à l'Ukraine et les débats autour de la notion de « cobelligérance »⁸³ ou du risque d'escalade en cas de livraison d'armements de pointe⁸⁴, démontrent la place de plus en plus importante accordée au signalement coopératif.

Se rapprochant du « signalement de statut », cette coopération apparaît comme un indicateur du niveau d'engagement et de la position d'un acteur sur l'échiquier stratégique⁸⁵. Ainsi, l'aide militaire apportée à certains pays africains, notamment au travers du groupe Wagner, peut s'apparenter à un signal coopératif à des fins de statut, Moscou souhaitant signaler son statut de puissance en Afrique face à un Occident désinvesti. Tout comme les autres signalements, il reste indispensable de créer un différentiel dans le volume ou le type d'aide engagé, ce qui permet d'exempter certaines coopérations routinières du poids conséquent qu'est un signalement stratégique.

81. L. Lagneau, « Méditerranée : les forces françaises envoient un second message avec un exercice de lutte anti-navire », *Zone Militaire*, 19 mars 2021, disponible sur : www.opex360.com.

82. *Ibid.*

83. J. Grignon, « La “cobelligérance” ou quand un État devient-il partie à un conflit armé ? », *Brève stratégique de l'IRSEM*, n° 39, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 6 mai 2022.

84. O. Schmitt, « Qu'est-ce qu'une escalade ? », *Le Grand Continent*, 29 janvier 2023, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

85. P. Breteau, « Quels sont les pays qui ont le plus aidé l'Ukraine financièrement depuis le début de la guerre ? », *Le Monde*, 23 février 2023, disponible sur : www.lemonde.fr.

En France, un besoin de conceptualisation

En dépit d'une utilisation croissante de l'expression « signalement stratégique » par les décideurs politiques et militaires – et une prise en compte accrue de la notion de signalement dans la programmation stratégiques des Armées – force est de constater l'absence de doctrine en la matière en France. Cette absence, couplée à une coordination interministérielle perfectible et une intention politique fluctuante, oblige les ministères à privilégier une approche *bottom-up* du signalement. Cette démarche n'est pas sans résultats – et il serait d'ailleurs vain de vouloir toujours planifier « à froid et par le haut » l'ensemble des activités de signalement – mais une meilleure structuration de la chaîne de gouvernance permettrait sans nul doute d'en tirer un plus grand bénéfice.

Une prise en compte doctrinale tardive

Le terme de signalement stratégique n'apparaît dans aucun des *Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale* (LBDSN) de 1972 à 2013, bien que le concept irrigue plusieurs fonctions stratégiques décrites dans ces derniers. La fonction prévention présentée dans le *Livre blanc sur la Défense de 1994* a par exemple pour vocation d'« anticiper et d'empêcher l'émergence de situations susceptibles de devenir conflictuelles », ce qui englobe bien évidemment les actions décrites aujourd'hui comme du signalement. Le LBDSN de 2008 précise cette vocation de la fonction prévention⁸⁶, ajoutant qu'un « déploiement préventif [...] peut prévenir l'émergence ou la résurgence de crises potentielles », recoupant là aussi les différents types de signaux stratégiques précédemment exposés.

Il faut attendre 2012 et le concept d'« intimidation stratégique » porté par le Centre Interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) pour trouver une tentative de conceptualisation d'un modèle approchant de signalement stratégique par les forces conventionnelles. Initialement centrée sur la « dissuasion conventionnelle », la préface du document note qu'une évolution moins ambiguë vers « l'intimidation stratégique » semblait nécessaire, très probablement pour respecter la tradition française de réserver le terme de « dissuasion » au champ nucléaire. La définition donnée du concept est en réalité très proche de la dissuasion, sauf pour l'ampleur des conséquences et les moyens employés. L'intimidation stratégique vise bien à « amener un adversaire potentiel ou déclaré à renoncer à initier, développer ou poursuivre une action agressive [...] en s'appuyant sur la menace d'emploi ou l'emploi effectif de la

86. F. Murat, « “Gagner la guerre avant la guerre” : réviser la fonction prévention dans un contexte de compétition permanente », *Revue Défense Nationale*, hors-série n° 3, 2022, pp. 247-262.

force armée »⁸⁷. Cet effort théorique dresse tous les principes d'un signalement stratégique, sans en utiliser le terme : il s'agit alors « d'afficher la détermination » tout en s'assurant que l'adversaire perçoit cette intention, par exemple à l'aide de « preuves régulières d'efficacité technique et opérationnelle »⁸⁸. Elle propose de nombreux modes et champs d'action, des plus classiques (exercices militaires, effort budgétaire, discours, etc.) aux plus innovants (utilisation des forces spéciales, investissement des champs cyber, espace et influence)⁸⁹, surtout quand on prend en compte l'année de rédaction (2012) où les concepts tels que le M2MC (multimilieux multichamps) n'existaient pas encore.

Le terme d'« intimidation stratégique », ainsi théorisé, restait cependant réservé aux compétiteurs de la France, en premier lieu la Russie et la Chine, régulièrement accusées de conduire des manœuvres d'intimidation⁹⁰ afin d'obtenir des gains stratégiques, tout en demeurant sous le seuil du conflit ouvert.

C'est par l'ambition de « gagner la guerre avant la guerre », défendue dans la *Vision stratégique* du général Burkhard en 2021, que l'impératif de structuration du concept de signalement se fait finalement sentir. Les pratiques associées au signalement stratégique conventionnel sont ainsi mentionnées dans ce document qui souligne que « les déploiements, les exercices et, plus généralement, les activités [militaires] doivent être considérés comme un moyen de montrer la crédibilité de nos capacités, de faire passer des messages stratégiques et de signaler notre détermination à nos alliés, nos concurrents et nos adversaires »⁹¹.

Par la suite, et finalement très récemment, le terme de « signalement stratégique » fait son apparition dans les documents stratégiques officiels et devient même un objectif de la *Revue nationale stratégique 2022*. Le document postule que la France « développe ses capacités d'anticipation et de signalement stratégique, vis-à-vis de ses compétiteurs, réaffirme et renforce sa position dans le multilatéralisme politico-militaire de la région, en accroissant sa capacité d'entraînement et, si besoin, en favorisant l'émergence de structures *ad hoc* »⁹². Les armées doivent disposer « de capacités diversifiées de frappe dans la profondeur dans le cadre d'une entrée en premier, de l'appui à une opération en coalition, d'actions de

87. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, CICDE, *op. cit.*, p. 9.

88. *Ibid.*, p. 11.

89. *Ibid.*, p. 22.

90. On retrouve ainsi cette expression dans le discours du président de la République sur la défense et la dissuasion du 7 février 2020, et dans *L'Actualisation stratégique 2021* du ministère des Armées.

91. *Vision stratégique du chef d'état-major des Armées*, *op. cit.*, p. 21.

92. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, *Revue nationale stratégique 2022*, *op. cit.*, p. 46.

rétorsion ou d'un signalement stratégique »⁹³. Cette référence ne s'accompagne cependant pas d'une définition concrète de la notion ou d'une énumération des moyens alloués pour la mettre en œuvre.

Une tradition bottom-up du signalement stratégique

Malgré sa faible prise en compte doctrinale, les entretiens réalisés au ministère des Armées pour cette étude confirment que les Armées françaises s'investissent en matière de signalement stratégique, que ce soit en planification – cas de l'exercice ORION par exemple – ou en réaction. Néanmoins, les actions de signalement planifiées, c'est-à-dire qui respectent l'élaboration structurée évoquée précédemment (définition d'une intention, structuration de l'émission et de la nature du signal, analyse des auditoires, impact du signal) sont bien moins nombreuses que celles en réaction.

Deux raisons peuvent l'expliquer. Tout d'abord, les Armées mènent un vaste ensemble d'activités qu'il n'est pas nécessairement utile de planifier comme du signalement. Pour autant, parmi ces nombreuses activités, certaines pourront faire l'objet d'une activité de signalement en réaction, en conduite et selon le contexte. Les Armées ne se privent pas de le faire car, comme illustré en première partie par le modèle de Shannon et Weaver, la transmission d'un signal est conditionnée par un contexte. L'exercice ORION porte aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, un message différent de celui imaginé lors de sa planification en 2021. Cette adaptation au contexte, et la capitalisation que réalisent les Armées françaises en termes de signalement sur les certaines d'activités qu'elles organisent, explique en partie cette impression de *bottom up*.

À cela s'ajoutent certaines difficultés pour faire naître des signaux stratégiques planifiés, ce qui a pour effet d'en limiter le nombre. La première d'entre elles – et la principale – tient sans doute dans la difficulté du niveau politique à expliciter concrètement ses intentions stratégiques vis-à-vis d'un compétiteur ou d'une zone de tension. Cette absence d'intention politique nuit clairement au plein emploi de l'outil de signalement. La tenue de Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN) vient parfois pallier ce manque et permet de produire occasionnellement des signalements *top down* depuis le niveau politique⁹⁴. Par ailleurs, les Armées se sont dotées en propre de stratégies militaires opérationnelles déclinées au niveau géographique – ainsi que d'une

93. *Ibid.*, p. 53.

94. Entretiens à la DGRIS et à l'EMA réalisés entre octobre 2022 et janvier 2023.

comitologie *ad hoc*⁹⁵ – ce qui permet, à défaut d'intention politique, d'encadrer *a minima* la planification des activités de signalement.

Pour autant, une meilleure formalisation de l'intention politique couplée à l'amélioration du dialogue interministériel permettrait d'augmenter la part de signalements planifiés qui sont nativement plus efficaces que les signalements en réaction. Cet objectif doit être couplé au niveau des Armées à une prise de conscience du potentiel de signalement des activités conduites, qu'il s'agisse d'exercices majeurs ou d'activités de coopération. En effet, ces activités ont parfois tendance, en interne, à passer en second plan derrière les activités opérationnelles. Le nouveau contexte de compétition et de contestation, conjugué à l'élaboration d'une nouvelle fonction stratégique « influence », devrait permettre d'accélérer cette prise de conscience. L'état-major des Armées (EMA) a déjà entamé un travail en ce sens, avec par exemple la recension et la hiérarchisation des exercices militaires susceptibles d'endosser des activités de signalement⁹⁶.

L'articulation entre signalement stratégique et « influence »

Cette difficulté de conceptualisation – et donc de mise en pratique – du signalement stratégique conventionnel, est notamment le fruit de son caractère transverse, en cela qu'il infuse l'ensemble des fonctions stratégiques et nécessite ainsi une fine coordination et une vision d'ensemble. Le signalement s'inscrit dans la dissuasion et la prévention au premier chef mais également dans la fonction « connaissance, compréhension et anticipation » (pour cibler le compétiteur en amont puis comprendre l'impact du signalement en aval), « l'intervention » (car un signalement peut être une opération militaire), la « protection » (dans le cadre du signalement coopératif par exemple) et désormais « l'influence », nouvelle fonction créée dans la *Revue nationale stratégique 2022*. S'il peut être utile de rapprocher le signalement stratégique effectué par les Armées d'une stratégie militaire d'influence, il convient cependant de ne pas l'y réduire, et de ne pas confondre « communication » et « signalement » stratégiques.

Une confusion sémantique

La « communication stratégique » dans la doctrine française est décrite comme un processus technique et opérationnel « qui permet de concevoir et de conduire toute activité [...] comme un message cohérent, crédible et efficace auprès des principaux acteurs qui en ont connaissance, qu'il s'agisse d'une action physique ou d'une prise de parole sous toutes ses

95. Chaîne d'anticipation stratégique de l'État-major des Armées.

96. Entretiens à l'EMA réalisés entre octobre 2022 et janvier 2023.

formes »⁹⁷. Si cette définition représente une base de départ utile pour concevoir un signalement stratégique, elle reste cependant limitée aux opérations militaires, voire à la communication institutionnelle du ministère des Armées (recrutement, budgets de défense, etc.). C'est en effet principalement au travers de cette stratégie de communication ministérielle – à distinguer de la STRATCOM au sens otanien⁹⁸ – autour de l'exercice réalisé ou du vecteur militaire déployé que l'EMA et les organes politiques façonnent le message stratégique qu'ils souhaitent véhiculer à destination de leurs partenaires ou de leurs compétiteurs. Or, ce message, s'il peut accompagner le signalement, ne doit pas s'y substituer⁹⁹. Cette communication apparaît dès lors comme peu « stratégisée », surtout tournée vers un public déjà familier et proche de la cause portée par les Armées, et relève plus d'un effort de transparence ou d'opportunisme que de signalement stratégique.

Cette conception limite donc l'application de la doctrine otanienne AJP-10¹⁰⁰, qui considère que les pays membres doivent utiliser plusieurs domaines régaliens et stratégiques pour exprimer leur puissance et adresser un signal stratégique. Cela recouvre aussi des actions de communication plus larges, qui consistent en l'utilisation coordonnée et appropriée des activités et capacités de communication de l'OTAN – diplomatie publique, affaires publiques, affaires publiques militaires, information et opérations psychologiques, selon le cas – à l'appui des politiques, opérations et activités de l'Alliance, afin de faire avancer les objectifs de l'OTAN.

Or, en comparant ce schéma organisationnel de la stratégie de communication otanienne, force est de constater que la communication actuellement conduite par les Armées relève en majorité des affaires publiques militaires, sans laisser de place explicite au signalement stratégique. Pourtant, la doctrine de STRATCOM des opérations appelle à accentuer sa dimension interministérielle, décrite comme la capacité « d'organiser et d'utiliser les capacités de chacune des administrations ministérielles afin de servir les intérêts d'un État, d'un groupe d'États ou de la communauté internationale en agissant dans les domaines de la perception »¹⁰¹ et laisse donc présager d'un potentiel en la matière.

Des stratégies à plusieurs niveaux

Si cette étude s'intéresse spécifiquement au signalement stratégique tel que produit par des vecteurs militaires, il est certain que sa conception et son

97. CICDE, DIA – 3.10.0, Stratcom des opérations, 29 juin 2022.

98. Strategic communication.

99. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, CICDE, *op. cit.*, p. 19.

100. Cabinet du secrétaire général de l'OTAN, NATO Strategic Communications Policy, NATO Standardization Office, Allied Joint Doctrine for Strategic Communications, mars 2023.

101. CICDE, DIA – 3.10.0, Stratcom des opérations, *op. cit.*

application s'intègrent dans une dimension plus large, qui relève d'une décision politique au niveau du président de la République, chef des armées et de la stratégie de défense en France. Ayant vocation à façonner un conflit de niveau stratégique, en imposant la volonté de l'État et en affichant sa crédibilité, le signalement peut donc s'appuyer sur la stratégie nationale d'influence, en cours d'élaboration au niveau interministériel. L'influence peut en effet soutenir le signalement stratégique à l'aide d'une communication efficace et être un relais de l'action dans les différents champs de perception. Cependant, le caractère interministériel du signalement stratégique ne peut réduire ce dernier à un simple levier de l'influence, au contraire d'un signalement stratégique qui aurait quant à lui vocation à façonner un théâtre d'opérations.

Ainsi, le signalement peut s'inscrire dans la stratégie militaire d'influence (SMI), aux côtés des autres branches que sont les actions civilo-militaires, les *Key Leaders Engagements*¹⁰², les opérations psychologiques et les affaires publiques militaires. Les activités militaires physiques, leur évolution comme leur suspension, permettent en effet de générer des perceptions souvent plus fortes que les signaux véhiculés par les seules voies classiques de l'influence dans le champ immatériel. Cette SMI, qui possède déjà sa propre doctrine, apparaît comme une déclinaison logique de la stratégie nationale d'influence au niveau du ministère des Armées, tandis que la véritable STRATCOM au sens otanien demeure au niveau étatique.

En conclusion, il convient de considérer que toute activité opérationnelle sous-tend un potentiel acte de signalement stratégique et qu'elle porte en elle les germes d'un message qu'il faut pouvoir maîtriser pour éviter toute forme d'interprétation. La démarche est nécessairement double. D'une part, il s'agit de concevoir une activité dans le but principal de délivrer un message. D'autre part, elle s'inscrit dans celui plus traditionnel de structurer le message pour accompagner une activité opérationnelle ou d'entraînement. Le signalement stratégique devrait constituer pour la France l'un des maillons clefs de la manœuvre militaire, tout en conservant un compromis avec les autres fonctions des armées.

102. Les *Key Leaders Engagements* consistent à établir des relations avec de hautes autorités au fil du temps, et avec suffisamment de force et de profondeur, afin qu'ils puissent ensuite soutenir les intérêts de la France en temps de crise ou de conflit. Ces entretiens peuvent aussi servir à recueillir du renseignement.

Pour une approche assumée du signalement conventionnel

Peu théorisé pour le moment sous cette acception, de nombreux défis restent à relever pour accompagner les activités militaires françaises vers une dimension organisée du signalement. Bien que la maîtrise du processus au niveau de celui acquis par les forces de dissuasion soit difficilement atteignable en raison de la diversité des émetteurs et des canaux, il est cependant possible de proposer une doctrine et une gouvernance du signalement stratégique conventionnel – mais encore faut-il pleinement l’assumer.

En amont, il est nécessaire de clarifier l’intention politico-stratégique quant à l’usage du signalement. Cette clarification passe notamment par l’édition de documents cadres, tant au niveau politico-militaire que dans le domaine précis du signalement stratégique. De même, en conduite, une refonte de la gouvernance serait bénéfique, avec la création de coordinateurs centraux et régionaux, et une dimension interministérielle accrue. Enfin, en aval, la mesure de l’efficacité du signal est capitale, en adaptant spécifiquement des outils en provenance du ciblage.

En amont, clarifier l’intention politico-stratégique

À l’ère de compétition stratégique, le signalement cherche à démontrer l’intention, la volonté et la capacité d’un État à agir, et ce malgré une prise de risque inhérente à une telle action. Pour ce faire, il est donc nécessaire d’avoir une vision claire et à long terme de l’intention politico-stratégique, faute de quoi les signaux pourraient être contradictoires au fil du temps. Cette intention doit ensuite être déclinée à un niveau interministériel à des fins de cohérence, d’efficacité et d’implication d’autres levers de puissance, puis au sein du ministère des Armées, principal effecteur du signalement stratégique conventionnel.

Les organismes producteurs de stratégie au niveau étatique, ainsi que des organes de prise de décision tels que le Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN) et Conseil restreint (CR), sont indispensables à l’élaboration d’une stratégie cohérente, et à la mise en place de « signalements stratégiques » audibles et cohérents. En effet, comme le demande la RNS 2022, il est nécessaire de réfléchir au « quoi » du « signalement stratégique » avant de prendre en compte le « comment », un raccourci par trop souvent

emprunté. Le diagnostic avait notamment été posé par l'amiral Michael Mullen, ancien *Chairman of the Joint Chiefs of Staff* américain :

« Nous en sommes venus à croire que les messages sont quelque chose que nous pouvons lancer à distance comme une fusée, quelque chose que nous pouvons tirer pour obtenir un effet. [...] Nous devons nous soucier beaucoup moins de comment communiquer nos actions et beaucoup plus de ce que nos actions communiquent¹⁰³. »

Il s'agit, avant toute autre chose, de suivre un principe de construction issu des théories scientifiques et de les appliquer aux forces conventionnelles : élaboration de l'intention et du message politique, identification des auditoires cibles et acteurs relais, identification du cadre d'expression du signal, traduction de ce message en effecteur(s) militaire(s), engagement des effecteurs et, enfin, analyse de l'impact du message sur les auditoires cibles. Cette suite logique garantit l'unité de sens et la bonne réception du message par les auditeurs ciblés.

Une fois les décisions prises en CDSN ou CR, une déclinaison interministérielle est alors nécessaire, sur la base de la matrice DIMEFIL (Diplomatie, Information, Militaire, Économique, Financier, Intelligence au sens de renseignement, légal), comme le préconise la doctrine otanienne. Au-delà du canal militaire, effecteur du signalement stratégique, chacun des autres canaux doit pouvoir être mobilisé :

- **Diplomatique** : comment l'activité d'une ambassade, le déplacement d'une haute autorité, un discours dans une organisation internationale, peut-elle renforcer la crédibilité du signal stratégique envoyé ? Comment une offre diplomatique, à l'image des accords de Minsk proposés par la Russie en décembre 2021, peut-elle être complémentaire d'une activité militaire ?
- **Informationnel** : l'investissement du champ cognitif et de l'infosphère doit être pensé en amont pour la bonne diffusion du signal, en fonction de l'audience visée.
- **Economique et financier** : un signal de coercition envoyé par une force armée peut ainsi être renforcé et crédibilisé par une politique agressive de sanctions économiques à l'égard d'un adversaire.
- **Law Enforcement** : un signal stratégique porté par un vecteur militaire peut être appuyé par une démarche de *lawfare*, soit d'utilisation stratégique du droit afin de décupler son efficacité – à l'image de la politique chinoise de critique du droit de la mer dans les instances internationales conduite en parallèle d'un investissement militaire de la mer de Chine méridionale¹⁰⁴.

103. M. Lynch, « Mullen's Strategic Communication », *Foreign Policy Magazine*, 31 août 2009, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

104. A. Férey, « Vers une guerre des normes ? Du lawfare aux opérations juridiques », *Focus stratégique*, n° 108, Ifri, avril 2022, disponible sur : www.ifri.org.

Cette matrice peut également être combinée avec les quatre types de signalements stratégiques proposés dans cette étude (quantitatif, qualitatif, coopératif et géographique), le tout en conservant les critères de réussite d'un signal (crédibilité et différentiel). Enfin, un signal doit être échelonné selon le degré d'acceptation du risque et, à l'image de la maîtrise du signalement stratégique nucléaire, ne pas provoquer d'escalade incontrôlée. Cette progressivité dans l'intensité est en effet indispensable : elle sous-tend une parfaite connaissance de tous les moyens à disposition du politique pour transmettre un signal et nécessite une grande cohérence entre le prescripteur du signal (les forces armées dans le cas présent) et l'autorité politique. La palette de choix permet une progressivité dans sa démonstration – adaptée à chacune des cibles – et couvre possiblement tous les champs et milieux de la conflictualité, des fonds marins à l'espace en passant par le cyber.

En conduite, réformer la gouvernance et la transmission

Outre une intention peu claire en amont de l'émission du signal, qui découle notamment d'un manque de stratégie et d'anticipation, les difficultés à conscientiser le signalement stratégique en France relèvent aussi d'une chaîne de gouvernance et de transmission peu adaptée.

L'établissement de processus normés au sein du ministère des Armées

Comme préalablement évoqué, le signalement stratégique produit par les Armées privilégie une conception « par le bas », voire *a posteriori*. Afin que le signalement soit délibéré – et pas exclusivement opportuniste – il est nécessaire qu'il soit considéré dès la planification de l'opération. Ceci ne doit pas empêcher la saisie d'opportunité d'une opération déjà planifiée, par exemple en cas d'évolution rapide du contexte géopolitique. Il s'agit en définitive d'apprécier l'ensemble des activités conventionnelles conduites par les armées, de distinguer celles qui portent un potentiel de signalement – identifiable grâce aux typologies présentées dans cette étude – et d'opérationnaliser la chaîne de mise en œuvre du signalement.

Ce travail d'identification et de conduite du signalement stratégique conventionnel, en interne au ministère des Armées, pourrait être conduit par le bureau J-IM (influence militaire) pour les activités relevant du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) au sein de l'EMA, afin d'intégrer cette réflexion dans une dynamique plus large de développement de la stratégie militaire d'influence. J-IM détient une expertise « métier » pour les opérations d'influence, expertise qui gagnerait à être déclinée pour toutes les activités susceptibles de relever d'un

signalement stratégique, afin de prendre systématiquement en compte cette dimension dès la planification puis la conduite des opérations.

J-IM réunirait autour de lui d'autres bureaux de l'EMA en charge des activités d'anticipation, de planification et de communication et d'autres organismes susceptibles d'être impliqués, comme la DGRIS (en tant que cheffe de file sur la stratégie politique), le COMCYBER (notamment pour les opérations de lutte informatique d'influence) et la DICOD pour la communication institutionnelle. Le signalement stratégique nucléaire demeurerait quant à lui une prérogative directe de l'Elysée, bien qu'il soit souhaitable d'approfondir les liens entre signalements stratégiques nucléaire et conventionnel.

Enfin, une telle planification permettrait d'imposer une cohérence entre les différentes armées, notamment au niveau des déploiements : dans l'Indo-pacifique notamment, où les trois armées réalisent leurs déploiements sans qu'il n'y ait, pour un observateur extérieur (partenaire comme compétiteur), le sentiment d'une coordination particulière¹⁰⁵. Si elle existe, elle n'est pas toujours perçue et comprise. La mise en place d'une telle cohérence des vecteurs interarmées garantirait une plus grande clarté du message porté.

Un besoin renforcé de cohérence interministérielle

Une cohérence interministérielle est indispensable au cours de la phase de planification et de conception du message. Elle demeure nécessaire lors de la conduite et de l'émission du signal stratégique, ce afin d'éviter les redondances, les contradictions, et utiliser le vecteur le plus adapté au message.

Cette synchronisation permet aussi de proposer des solutions alternatives aux effecteurs militaires si la situation s'y prête, tel le déplacement d'une haute autorité sur un terrain de crise, la publication d'un communiqué ou le discours d'un diplomate de haut niveau. La portée n'est dans ce cas pas comparable à un exercice ou à un déploiement, mais un discours peut toutefois accompagner un mouvement militaire dans un souci de renforcement de la crédibilité, à l'image du couple indissociable entre la politique déclaratoire et les capacités cinétiques dans le champ de la dissuasion nucléaire.

De plus, s'il reste relativement aisé de synchroniser des effets cinétiques, il est en revanche plus compliqué de les associer à des effets non-cinétiques qui se préparent souvent longtemps à l'avance et dont les effets peuvent se matérialiser dans le temps long. L'absence de stratégie commune et globale ne permet par ailleurs pas de peser efficacement sur les

105. Entretiens au ministère des Armées au second semestre 2022.

compétiteurs, qui profitent alors d'intervalles laissés libres. Ce principe de concentration des efforts nécessite donc un fort décloisonnement afin d'éviter le fonctionnement en « tuyaux d'orgue ».

Au travers de rencontres régulières, il existe déjà une synergie efficace entre le ministère des Affaires étrangères (MAE) et celui des Armées (MinArm). Le Quai d'Orsay dit notamment ne pas être surpris des choix effectués par le ministère des Armées et considère que les « objectifs sont alignés, que les choix stratégiques sont communs » et qu'il existe une « bonne convergence »¹⁰⁶. Un exercice militaire de grande ampleur et réussi, à l'image d'ORION, sert en effet autant les buts des armées que ceux de la diplomatie française.

Pour autant, si cette relation est bien huilée en temps de crise, elle souffre encore d'un manque d'échanges structurés et réguliers dans la réflexion à froid pour concevoir et mettre en œuvre des activités de signalement stratégique. Pour mener une telle coordination interministérielle, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) pourrait en l'état assumer un rôle de chef d'orchestre interministériel en matière de signalement stratégique. Cela lui permettrait notamment d'arbitrer les éventuels points de friction entre les ministères. Cela sous-tendrait cependant qu'il soit réinvesti politiquement et qu'il évolue finalement vers une structure équivalente à celle d'un Conseil de sécurité nationale. Ensuite, soutenu par des cellules dédiées au signalement stratégique et à l'influence au sein de chaque ministère susceptible de concourir à cette activité, le SGDSN aurait la hauteur de vue nécessaire pour orchestrer la mise en œuvre de telles stratégies. Il pourrait également orchestrer des réunions entre les « référents » de chaque ministère afin de définir en amont les signaux souhaitant être transmis, et jouer un rôle régulateur dans le cadre de la Stratégie nationale d'influence en cours de rédaction¹⁰⁷. Enfin, le rôle du Service d'information du gouvernement (SIG), éternel serpent de mer de la communication stratégique au niveau étatique, serait également à redéfinir dans le cadre de l'accompagnement d'activités de signalement stratégique.

Pour une mise en place de « référents » régionaux

Au-delà de la coordination entre les administrations centrales, il conviendrait de prendre en compte l'important réseau diplomatique et militaire français à l'étranger dans la conception et la conduite du signalement stratégique. En effet, ces acteurs en poste sont parmi les mieux

106. Entretien avec la sous-direction Affaires stratégiques et désarmement, ministère des Affaires étrangères, octobre 2022.

107. P. Buhler, « Stratégie nationale d'influence : une architecture à inventer », *Revue Défense Nationale*, n° 858, mars 2023, pp. 5-10.

placés pour, dans un premier temps, conseiller sur les cibles, le tempo et le format du canal choisi puis, en aval, vérifier le « décodage » et « l'interprétation » par les « récepteurs » des signaux émis par la France. Cette expertise est notamment portée par les ambassades et, dans le cas des activités conduites par les armées, des attachés de défense et des coopérants. Il apparaît donc souhaitable de revaloriser ce réseau d'attachés de défense dans leur dimension de capteurs et d'interprètes du contexte local dans lesquels ils évoluent, tout en assurant une bonne remontée des informations pour l'élaboration du signal stratégique.

De même, dans une perspective de combinaison des efforts, les missions des ambassadeurs régionaux (Méditerranée, Sahel, Indo-pacifique, Atlantique et Océan Indien, Pôles, etc.) pourraient être approfondies dans une dynamique d'influence et de signalement. Comme le notait un rapport du Sénat en 2020 sur les ambassadeurs spéciaux¹⁰⁸ (aussi appelés « ambassadeurs thématiques »), le mandat de ces diplomates reste peu lisible et mériterait d'être clarifié pour qu'ils puissent jouer un rôle significatif, notamment de coordination régionale. Un lien plus poussé serait dès lors nécessaire pour la coordination régionale avec les commandants interarmées (COMIA), ce qui permettrait tout à la fois de mieux conseiller l'échelon central quant à la pertinence des signaux stratégiques envoyés à un tiers, et de jouer un rôle de « référent » régional en phase de planification, en lien avec l'ensemble des missions diplomatiques de la région et de la COMIA. Enfin, on pourrait imaginer la mise en place systématique de conseillers politiques (POLAD) au sein de ces commandements interarmées à l'étranger, afin de renforcer l'insertion des actions militaires dans le contexte politique de la région hôte.

Une telle organisation permettrait de maximiser les chances de succès dans « l'interprétation » faite par les « récepteurs » cibles, tout en s'astreignant à conseiller l'échelon central sur le tempo de l'action de signalement stratégique, considérant le ou les « bruit(s) » de l'actualité géopolitique ou intérieure à telle ou telle cible (crise intérieure, sommet régional, élections politiques, etc.), et qui pourrait rendre le signalement inaudible – voire contre-productif.

En aval, mesurer l'impact sur le « récepteur »

Une fois le message envoyé avec le canal approprié et l'intention derrière, il est nécessaire de pouvoir mesurer l'impact qu'il a eu sur le public ciblé, car un signal sans conséquence ou mal interprété n'en est pas un. Pour ce faire,

108. V. Delaye et R. Féraud, *Rapport d'information sur les ambassadeurs thématiques*, n° 726, Commission des finances, Sénat, 30 septembre 2020.

il est intéressant de se rapprocher des techniques du ciblage large spectre (CLS) ainsi que de nouveaux outils d'exploitation des données de masse et d'incarnation de l'adversaire, qui permettent autant de mieux comprendre la cible en amont que d'analyser l'impact en aval.

De l'importance du ciblage

La cartographie des publics cibles, des « récepteurs », est un élément clé de tout signalement stratégique. Il permet d'adapter le message à des auditeurs spécifiques et facilite l'analyse des effets. Cette cartographie est une étape préliminaire dans la mise en forme du message afin qu'il soit adapté à la culture ou au contexte des publics cibles. La démarche de ciblage est ainsi mentionnée explicitement dans la réflexion doctrinale du CICDE sur l'intimidation stratégique, en cela qu'elle permet d'identifier les « points d'application possibles, matériels comme immatériels, de l'action », tout en faisant preuve de « discernement » afin de ne pas provoquer d'escalade involontaire si les lignes rouges de l'adversaire n'ont pas été clairement prises en compte¹⁰⁹.

L'autre enjeu est de pouvoir évaluer l'efficacité d'une action de signalement stratégique en s'assurant que le message émis a atteint le « récepteur » et que ce dernier a bien saisi le contenu, le sens et la portée du message, sans donner lieu à des interprétations galvaudées. Une telle analyse permet de réaliser un *feed-back* et de tirer des enseignements qui pourront permettre d'ajuster ultérieurement le « message » et le « canal » à destination de la cible visée. Les dimensions dans lesquelles la recherche de l'écho ou de l'impact d'une telle manœuvre de communication doit être faite, sont nombreuses. En effet, plusieurs « surfaces » peuvent donner de l'écho : médias nationaux tels que la presse écrite ou la télévision, internet et tout particulièrement les réseaux sociaux mais aussi manifestations de la population dans certains cas. Plusieurs cibles peuvent aussi être visées dans un même pays, qu'il s'agisse de la société civile, de la sphère politico-militaire et/ou des élites intellectuelles.

Dans ce cadre, le rôle des services de renseignement – notamment par le biais des « analyses systémiques »¹¹⁰ produites par le plateau Ciblage de la DRM – mais également d'autres organismes comme le Centre interarmées d'actions sur l'environnement (CIAE), qui travaille spécifiquement à l'identification de leviers d'influence possibles en amont et en aval, est capital, et ce d'autant plus que les adversaires de la France

109. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, CICDE, *op. cit.*, p. 12.

110. Compte-rendu de l'audition du général Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire, par la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015, Assemblée nationale, 26 mai 2016, disponible sur : www.assemblee-nationale.fr.

effectuent une couverture très fine des exercices ou grandes manœuvres présentées en interne comme du signalement stratégique. L'exercice ORION fait ainsi l'objet de plusieurs articles dans la presse russophone¹¹¹. Un plus grand investissement dans la surveillance du cyberspace et une meilleure prise en compte des sources ouvertes par les services de renseignement pourraient donc être utiles dans l'affinage de la politique de signalement stratégique en France¹¹². Les structures actuelles, à l'image du Centre de recherche et d'analyse du cyberspace (CRAC) de la DRM n'apparaissent pas suffisantes pour l'ampleur de ces tâches, d'autant plus que son rôle se concentre sur l'identification des capacités et mouvements de l'adversaire dans le cyberspace, alors même qu'une telle mission nécessiterait aussi de surveiller l'impact chez les partenaires. Ici aussi, le rôle des attachés de défense pourrait être revalorisé dans le cadre de cette fonction afin de fournir des analyses plus fines concernant le retentissement dans leur pays d'activité des déploiements et exercices effectués par la France.

Enfin, une étude des techniques du Ciblage large spectre (CLS) est également utile et plaide pour un rapprochement de ces fonctions avec celles conduites par J-IM. En effet, une comparaison avec le domaine du ciblage cinétique permet de saisir que, contrairement à une action « matérielle » qui peut être appréhendée par des mesures physiques, un signalement stratégique ne peut être évalué avec les mêmes outils. En amont d'une action cinétique, le *weaponering* prévoit les effets qu'une munition aura sur une cible donnée selon ses conditions de mise en œuvre, ses paramétrages et sa nature. Les dégâts collatéraux eux-mêmes peuvent faire l'objet d'une évaluation utile au processus décisionnel. Une fois la frappe effectuée, le *battle damage assessment* permet de constater de manière concrète et quantifiée les dommages réellement occasionnés.

Quant aux dommages collatéraux, ils sont difficiles à maîtriser d'autant que le message peut être perçu par toutes les cibles de manière possiblement différente : opinion publique, minorités, élites, dirigeants et sociétés privées. Les biais cognitifs peuvent en effet impliquer des perceptions différentes d'un même message, pour des raisons tout à la fois culturelles, linguistiques, historiques, sociales ou politiques. Le message risque dès lors de ne pas atteindre sa cible.

111. Voir par exemple M. Makarichev, « Во Франции начались крупнейшие в истории военные учения "Орион" по "подготовке к войне" [En France, Orion, le plus grand exercice militaire de l'histoire visant à 'préparer la guerre', a commencé] », RG, 25 février 2023, disponible sur : <https://rg.ru> ou M. Kryukov, « Во Франции начались масштабные учения с целью подготовки к 'войне высокой интенсивности' [Des exercices de grande ampleur débutent en France afin de se préparer à une 'guerre de haute intensité'] », TV Zvezda, 25 février 2023, disponible sur : <https://tvzvezda.ru>.

112. À ce sujet, on peut lire le chapitre « Sources ouvertes, cyber, data : le renseignement et la révolution de l'information », in O. Chopin et B. Oudet, *Renseignement et sécurité*, Armand Colin, 2019, pp. 169-194.

La prise en compte d'outils innovants

Au-delà des réorganisations organiques pour améliorer la prise en compte du *feed-back* en aval du signalement stratégique et mesurer l'atteinte de l'effet final recherché, mais aussi en amont dans une démarche de ciblage des populations, plusieurs solutions techniques et outils innovants pourraient être utilisés.

Les nouvelles possibilités en termes de cartographie d'audience, rendues possibles grâce à l'exploitation de données de masse issues des réseaux sociaux et traitées par des algorithmes, représentent une opportunité intéressante pour le signalement stratégique¹¹³. De même, les démarches de *red teaming*, qui consistent en l'incarnation de l'adversaire afin de mieux comprendre ses intérêts et sa façon d'agir¹¹⁴, apparaissent également comme une piste pertinente, telle que d'ailleurs déjà identifiée en 2012 par le CICDE¹¹⁵. Cette modélisation peut se faire au travers d'outils actuellement réinvestis par les armées, comme les *brain games*, les *wargames* et les *serious games*¹¹⁶. Plus ou moins sophistiqués, pouvant nécessiter la mise en place de mécanismes complexes de jeu ou plus simplement de mise en situation de chercheurs, militaires ou civils de la Défense afin de créer une émulation, ces démarches aident à la compréhension de l'environnement stratégique et à améliorer la connaissance des schémas de pensée des compétiteurs et des alliés. Ils peuvent contribuer à cerner la façon dont un message sera interprété ou à identifier le meilleur canal pour faire passer un signal stratégique. Enfin, les *wargames* peuvent eux-mêmes émettre un signal, lorsqu'ils sont publicisés dans une démarche de communication stratégique, comme l'a montré le fort retentissement d'un wargame conduit par le Center for Strategic & International Studies sur une invasion de Taïwan par la Chine¹¹⁷.

L'étude des méthodes de prospective peut également être utile dans la conception, la conduite et l'analyse de l'impact d'un signal stratégique, surtout dans une démarche contrefactuelle. Le cas de la guerre en Ukraine est particulièrement intéressant car la France et d'autres pays européens n'ont, à première vue, pas su interpréter correctement les signaux envoyés

113. Direction du renseignement militaire, « Intelligence artificielle et renseignement militaire », *Revue Défense Nationale*, n° 820, 2019, pp. 107-116.

114. S. Caplain, « Penser son ennemi. Modélisations de l'adversaire dans les forces armées », *Focus stratégique*, n° 82, Ifri, juillet 2018 ; H. Fayet et A. Férey, « “Imaginer au-delà de l'imaginaire.” *Red teaming* et *serious games* au service de l'anticipation et de la prospective », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 30 mars 2023, disponible sur : www.ifri.org.

115. « Réflexion doctrinale interarmées sur l'intimidation stratégique », RDIA-006, CICDE, *op. cit.*, p. 12.

116. Une littérature francophone de plus en plus riche se développe sur ces sujets. On peut notamment lire A. Bourguilleau, *Jouer la guerre – Histoire du wargame*, Passé composé, 2020, et T. Fouillet, *Wargaming : un outil de recherche stratégique*, L'Harmattan, 2022.

117. M. F. Cancian, M. Cancian et E. Heginbotham, « The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan », CSIS, 9 janvier 2023, disponible sur : www.csis.org.

par la Russie, à l'inverse des États-Unis qui disposaient des analyses et capteurs adaptés¹¹⁸. À terme, l'amélioration des méthodes prospectivistes – et plus largement des investissements supplémentaires dans les travaux de prospective conduits dans les institutions régaliennes françaises¹¹⁹ – peut donc permettre non pas de mieux prédire l'avenir, car ce n'est pas l'objet de ces méthodes, mais plutôt d'envisager les éventuels futurs et les potentiels signaux stratégiques qui pourraient être transmis par les acteurs de ces scénarios.

En conclusion, la mise en œuvre d'une activité française assumée en matière de signalement stratégique nécessite d'abord de définir une stratégie nationale en la matière, avec pour objectifs de soutenir plus efficacement la vision politique globale, de mieux hiérarchiser et cadencer les activités à portée stratégique, et de gagner en lisibilité et en crédibilité auprès des partenaires comme des compétiteurs. La décision et mise en œuvre pourrait être organisée en trois strates, chacune d'entre elles étant susceptible d'inclure des acteurs extérieurs au MinArm, afin de répondre à la finalité de garantir la cohérence d'ensemble de l'activité militaire menée. Tout d'abord, un niveau de direction et décision politico-militaire au niveau du chef d'état-major des Armées, en lien avec la DGRIS. Les décisions et les modalités politiques sont prises en CDSN ou Conseil restreint (CR), sous présidence du Président de la République. Ensuite, un niveau de pilotage stratégique prendrait le relais, que le SGDSN pourrait coordonner au niveau interministériel et que le CPCO pourrait superviser en interne MinArm. Enfin, un niveau de mise en œuvre, sous la coordination interministérielle des ambassadeurs géographiques et la responsabilité militaire des COMIA (commandants interarmées) dans leurs zones de responsabilité permanente (ZRP) respectives.

118. De nombreuses analyses ont été produites sur « l'échec » des services de renseignement, et plus largement des gouvernements européens, à « prédire » la guerre en Ukraine. On peut écouter F. Gaub et Y. Michel, « Pourquoi s'est-on tant trompé sur l'invasion de l'Ukraine », *Le Collimateur*, IRSEM, 14 février 2023, disponible sur : www.irsem.fr.

119. F. Gouttefarde, *Défense – Environnement et prospective de la politique de défense*, Avis n° 3465 fait au nom de la commission de la Défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2021, tome II, Paris, Assemblée nationale, octobre 2020.

Conclusion

Le signalement stratégique n'est ni un objet nouveau, ni une lubie : il est un outil essentiel pour « gagner la guerre avant la guerre » et ainsi maîtriser l'escalade. Il nécessite cependant un formalisme, une organisation et un processus consolidés pour pouvoir le rendre opérable et efficace. Dans une période où la frontière entre temps de paix et temps de guerre s'estompe sur fond de rivalités de puissances de plus en plus vives, toute activité militaire doit être considérée comme une opération susceptible de délivrer des effets cognitifs à l'adresse d'une ou plusieurs cibles.

Mis en œuvre de manière cohérente, structurée et coordonnée, le signalement stratégique vise à « infléchir la détermination de nos adversaires potentiels dès le stade de la compétition », dans la lignée de la *Vision stratégique* du CEMA. Dans le champ des perceptions, la crédibilité des forces, la cohérence du dispositif, la coordination des actions et la détermination politique sont essentiels et forment un tout indissociable. Si le signalement stratégique s'est essentiellement développé en France de manière empirique dans une démarche *bottom-up* et en réaction, une approche interministérielle concertée, avant action, permettrait une meilleure synchronisation et synergie de l'ensemble des différents leviers régaliens, et maximiserait l'efficacité du signal porté.

Une fois conceptualisées et organisées, les opérations de signalement stratégiques doivent être mises en œuvre en appliquant une méthode et en suivant différentes étapes clés. Il s'agit tout d'abord de définir les leviers pertinents permettant d'atteindre l'État auquel on destine un signal. L'étape suivante a pour objectif d'identifier le meilleur canal pour la transmission du message en évaluant l'impact réel potentiel sur la cible envisagée. Manœuvre physique mais aussi psychologique, action dans le champ informationnel ou dans le domaine cyber : toutes les composantes concourant à l'efficacité d'un signal stratégique doivent en effet être évaluées et combinées au mieux pour garantir le succès de la manœuvre de signalement.

Pour mener à bien une telle ambition, la recherche de cohérence et d'efficacité doit d'abord se décider au niveau politique, et nécessite une concertation accrue en interministériel comme au sein du ministère des Armées, incluant l'EMA, la DGRIS et les trois armées. Elle sous-tend également la mise en place d'un corpus doctrinal, un changement des mentalités et des pratiques et la mise en place d'une structure interministérielle en mesure de porter l'intention politique puis d'orchestrer sa déclinaison en matière de signalement stratégique.

Les dernières publications des *Focus stratégiques*

- Léo Péria-Peigné, [« Stocks militaires : une assurance-vie en haute intensité ? »](#), *Focus stratégique*, n° 113, Ifri, décembre 2022.
- Héloïse Fayet, [« Quelle posture stratégique pour la France au Moyen-Orient ? »](#), *Focus stratégique*, n° 112, Ifri, novembre 2022.
- Laurent Bansept, [« Le retour de la haute intensité en Ukraine : quels enseignements pour les forces terrestres ? »](#), *Focus stratégique*, n° 111, Ifri, juillet 2022.
- Laure de Rochegonde, [« Deus ex machina : les enjeux de l'autonomisation des systèmes d'armes »](#), *Focus stratégique*, n° 110, Ifri, mai 2022.
- Laurent Bansept et Élie Tenenbaum, [« Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest »](#), *Focus stratégique*, n° 109, Ifri, mai 2022.
- Amélie Férey, [« Vers une guerre des normes ? Du lawfare aux opérations juridiques »](#), *Focus stratégique*, n° 108, Ifri, avril 2022.
- Clotilde Bômout, [« Le cloud défense : défi opérationnel, impératif stratégique et enjeu de souveraineté »](#), *Focus stratégique*, n° 107, Ifri, novembre 2021.
- Raphaël Briant, [« La synergie homme-machine et l'avenir des opérations aériennes »](#), *Focus stratégique*, n° 106, Ifri, septembre 2021.
- Raphaël Briant, Jean-Baptiste Florant et Michel Pesqueur, [« La masse dans les armées françaises : un défi pour la haute intensité »](#), *Focus stratégique*, n° 105, Ifri, juin 2021.
- Laure de Rochegonde et Élie Tenenbaum, [« Cyber-influence : les nouveaux enjeux de la lutte informationnelle »](#), *Focus stratégique*, n° 104, Ifri, mars 2021.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org